

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



DIRECTION GENERALE DES FINANCES

**RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION
BUDGETAIRE
TROISIEME TRIMESTRE 2015**

Octobre 2015

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
CONTEXTE	4
I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL	4
II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	13
II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	15
a) Les dépenses ordinaires hors personnel :.....	15
b) Les dépenses en capital sur ressources internes:	18
II.1.2 Dépenses de personnel	21
II.1.3. Ressources extérieures.....	23
III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR.....	25
III.1 Les comptes d'affectation spéciale	25
III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)	25
III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	28
III.2 Le compte de commerce.....	28
III.3 Les comptes de prêts.....	28
III.4 Les comptes d'avance	29
III.5 Les comptes de garanties et d'avaux.....	29

Liste des Tableaux et Annexes :

Liste des Tableaux

- Graphique 1 : Evolution des principales lignes de recettes (en milliards de francs CFA)*
- Graphique 2 : Contribution des différents sous-secteurs à la formation de la TVA dans le secondaire*
- Graphique 3: Service de la dette publique au titre du 1er semestre 2015 (en milliards)*
- Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel*
- Graphique 5: Situation du FNR au premier trimestre 2015*

Liste des Tableaux

- Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1^{er} semestre 2015 (en milliards) 12*
- Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30 septembre 2015 (en milliards) 14*
- Tableau 3: Service de la dette publique au 30 septembre 2015 (en milliards)..... 16*
- Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement 17*
- Tableau 5 : Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants 18*
- Tableau 6 : Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat..... 19*
- Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital 20*
- Tableau 8: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général en glissement annuel.. 21*
- Tableau 9: Niveau comparé de la Masse salariale par mois à fin septembre 2016 (en milliards FCFA) 22*
- Tableau 10 : Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier semestre 2015 26*
- Tableau 11: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier semestre 2015 26*

Liste des Annexes

- ANNEXE 1: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2015 en FCFA 30*
- ANNEXE 2: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2015 (hors dette et hors personnel) 31*
- ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre.....32*

SIGLES ET ABREVIATIONS

AE	Autorisation d'exécution
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CFA	Communautés financières d'Afrique
FMI	Fonds monétaire international
FNR	Fonds national de Retraite
FSIPP	Fonds de Sécurisation des Importations de produits pétroliers
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale
IMF	Impôt minimum forfaitaire
IS	Impôt sur les sociétés
PPTE	(initiative en faveur des) Pays pauvres très endettés
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTF	Partenaires Techniques et financiers
SIGFIP	Système intégré de gestion des Finances publiques
TBS	Taxes sur les biens et services
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
CFCE	Contribution forfaitaire à la charge des employeurs

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2015, de l'exécution de la loi n° 2014-30 du 16 décembre 2014, portant loi de finances pour l'année 2015. Il est destiné à l'information des citoyens ainsi que de leurs représentants à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances.

Le rapport décrit la situation d'exécution des recettes internes et externes ainsi que des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, pour le troisième trimestre 2015, tout en procédant à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il importe, cependant, de souligner que les crédits alloués aux postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas retracés dans la présente situation d'exécution. En effet, ces structures situées à l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), ce qui ne permet pas une disponibilité immédiate de leurs données budgétaires.

Mais cette insuffisance du système d'information est en train d'être corrigée progressivement et l'objectif du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan est de se rapprocher de plus en plus de l'exhaustivité, pour une information complète des utilisateurs du rapport trimestriel d'exécution budgétaire.

I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources internes du budget général recouvrées au cours du troisième trimestre 2015 se chiffrent à 481,2 milliards de francs CFA (mds FCFA). Elles sont composées de recettes fiscales (370,4 milliards), de recettes non fiscales (2,9 milliards) et les autres recettes (107,9 milliards).

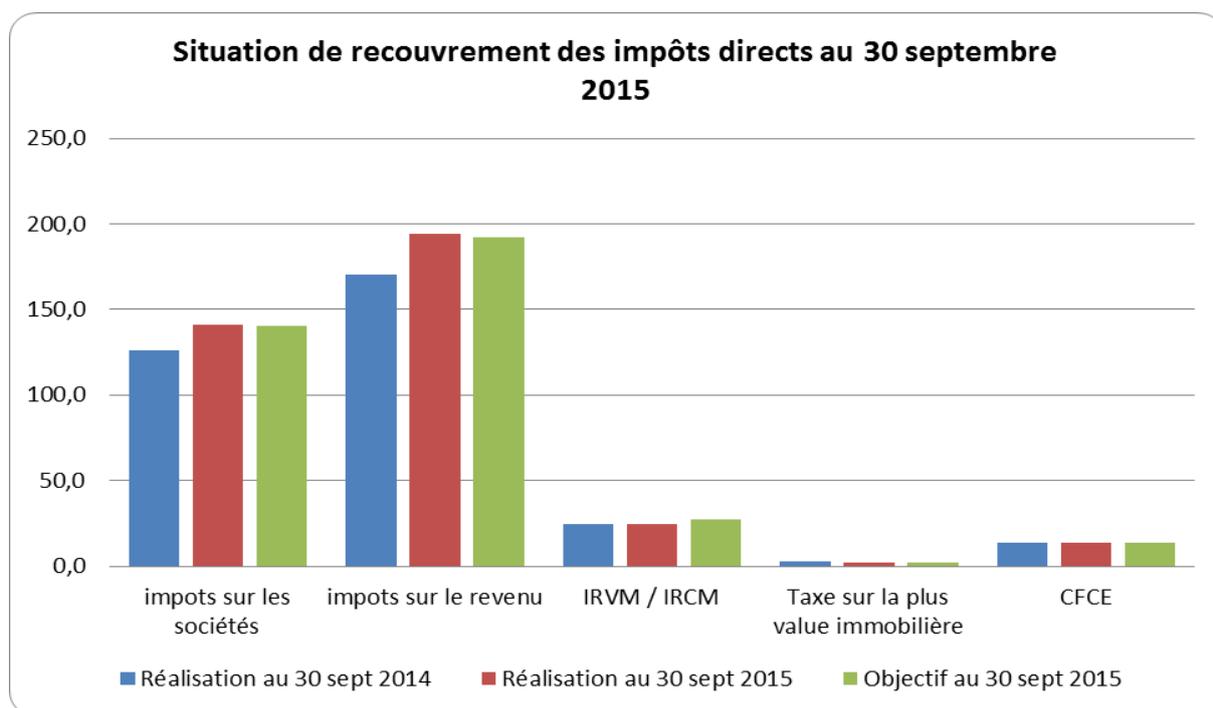
En cumul, les ressources du budget général s'établissent à 1722,22 milliards dont 1161,34 milliards de recettes fiscales, 70,41 milliards de recettes non fiscales et 490,47 milliards au titre des autres recettes.

Les recettes fiscales

Les recettes fiscales recouvrées provisoirement par les régies financières sur le troisième trimestre de l'exercice budgétaire 2015 s'établissent à **370,4 mds**. Ces réalisations sont portées par les **impôts directs**, les **impôts indirects**, les **droits d'enregistrement et de timbre** et le **fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP)**.

✓ Les impôts directs

Les impôts directs enregistrés sur le troisième trimestre de l'année 2015 se chiffrent à **77,9 mds**. En cumul sur les trois premiers trimestres, ils ressortent à **381,16 mds**. Comparativement à la même période de 2014, cette ligne enregistre un glissement positif de **27,91 mds** soit un bond de **7,9 %**.



- S'agissant de **l'impôt sur les sociétés**, les réalisations au 30 septembre 2015 laissent apparaître une plus-value de 0,3 md. Ce niveau de réalisation confirme d'une part, le bon déroulement de la campagne de recouvrement de cette année et d'autre part, les retombées positives de la croissance du PIB réel de 4,7% de l'année 2014, sans oublier la mesure de relèvement du plafond du tarif de l'impôt du minimum forfaitaire à 20 millions.

Pour le reste de l'année, les recettes seront principalement attendues des recouvrements sur titres émis suite au contrôle fiscal mais aussi des régularisations par voie de taxation d'office des défaillants.

- **L'impôt sur le revenu (IR)** et la **CFCE** ont été recouverts sur les trois premiers trimestres à hauteur de 194,4 mds et 14 mds respectivement. A la même période de l'année 2014 les recouvrements sur ces mêmes lignes étaient de 170,5 mds et 13,4 mds.

- En matière d'**impôts sur les revenus de capitaux (IRVM/IRCM)**, les réalisations au 30 septembre 2015 se chiffrent à 24,2 mds, soit le montant qu'en 2014 à la même période.

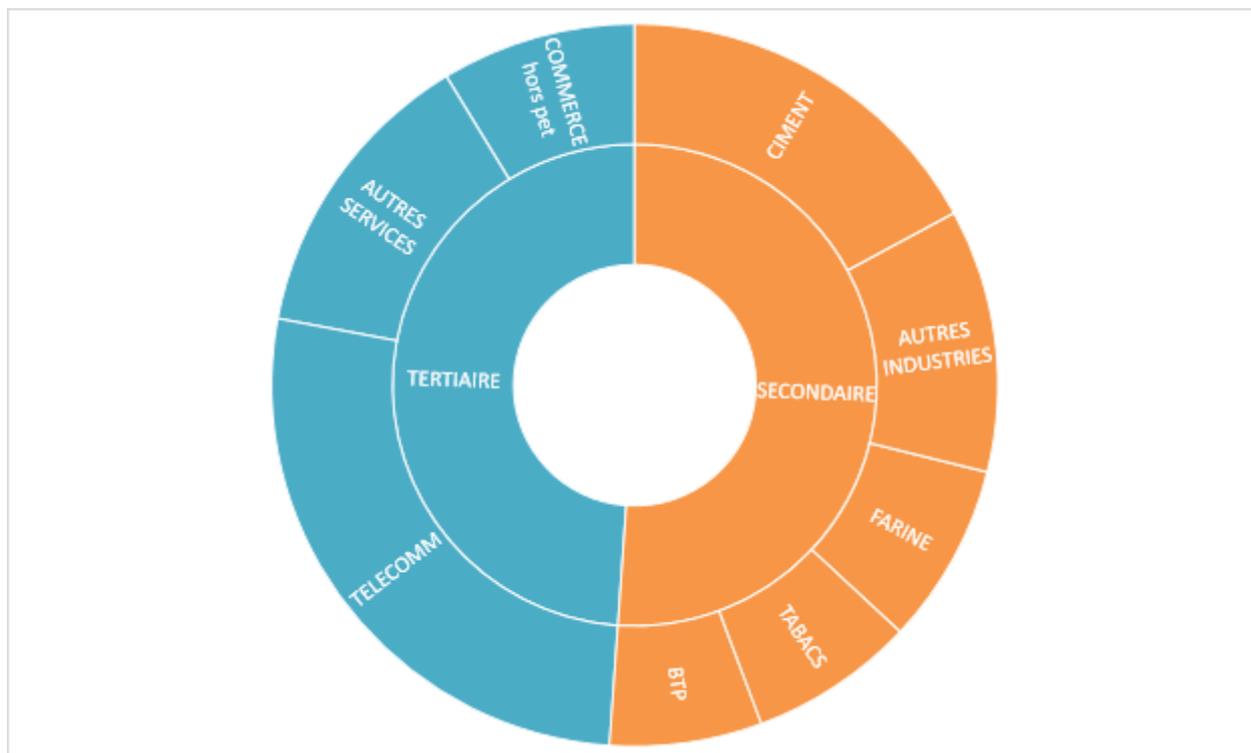
✓ **Les impôts indirects (hors FSIPP)**

Les recettes du troisième trimestre ressortent à **292,5 mds**. Les recettes cumulées sur les trois trimestres ressortent à **780,18 mds**. Rapportées aux prévisions de la LFI 2015 qui s'élèvent à **1115 mds**, il se dégage un taux de réalisation de 69,97%. Cette ligne enregistre cependant une hausse en glissement annuel de 15,6 mds, soit 3 % en valeur relative.

La ligne **TVA intérieure hors pétrole (HP)** qui est l'impôt le plus rentable de cette catégorie connaît un niveau de réalisation de 172,6 mds en cumul contre 161 mds à la fin du troisième trimestre 2014. Sur ce montant, la TVA intérieure HP du secteur secondaire représente environ 51% contre 48,7% pour le secteur tertiaire. Avec 0,3%, le secteur primaire contribue pour une part très faible à la formation de cette ligne de recette. A la même période de l'année 2014, nous avons à peu près la même structuration avec 53,7 % pour le secteur secondaire et 46,3 % pour le secteur tertiaire.

L'analyse des chiffres de 2015 confirme, par ailleurs, la prédominance du sous-secteur des télécommunications avec 27 % des recouvrements, suivi de celui du ciment pour 17%, du commerce hors pétrole (9%), de la farine (8%) et des BTP (7%).

Graphique 2 : Contribution des secteurs de l'économie à la TVA intérieure HP en 2015



Source : DGID

Ces performances de la TVA intérieure HP du troisième trimestre trouve essentiellement leurs explications dans l'évolution de l'activité au sein des différents segments de l'économie nationale.¹

❖ Secteur secondaire

Le secteur secondaire a contribué pour **14,8 mds** à la TVA intérieure HP au troisième trimestre 2015 contre **14,1 mds** à la même période en 2014. La contribution du secteur secondaire au cours du trimestre a été légèrement plus importante que l'année dernière (**+0,66 md**). Depuis le début de l'année, la TVA reversée par les entreprises du secondaire sur le trimestre est portée pour l'essentiel par les cimenteries (**5,04 mds**), les industries du grain et de la farine (**2,35 mds**), du tabac (**1,4 md**) et des BTP (**2,03 mds**).

¹ Données DGID

Au plan économique, le secteur secondaire a tourné au ralenti au cours des mois de juin, juillet et août 2015 avec un repli moyen de l'indice général d'activités (IGA) de **2,67 %** par rapport à 2014.

Cette morosité économique sur le secteur secondaire pourrait justifier la faible progression de la contribution du secteur (**+0,66 md**). Le chiffre d'affaires des principaux secteurs pourvoyeurs de TVA, cités plus haut, a baissé de **0,8 md**.

Le chiffre d'affaires taxable des entreprises présentes dans le secteur du secondaire a globalement baissé de **19,9 mds** par rapport au troisième trimestre de 2014. Parallèlement, les déductions de TVA ont chuté de **4,6 mds** entre les deux trimestres. La conjonction de ces deux facteurs a induit une légère augmentation de la TVA intérieure HP de **0,66 md**.

Dans le détail, la baisse de la TVA nette intérieure HP des sous-secteurs tels que les industries du savon (**- 0,12 md**), de la farine (**-0,9 md**) et du lait (**-0,2 md**) a négativement impacté les performances des régies financières.

Le secteur secondaire continue également de souffrir des difficultés structurelles de l'industrie de l'huilerie qui pèse négativement sur le développement de la branche des corps gras alimentaires. Au troisième trimestre 2015, ce sous-secteur n'a versé aucune TVA.

Dans le sous-secteur de la fabrication de sucre, l'activité continue son redressement. Crédeur au premier trimestre 2015, le sous-secteur a enregistré une TVA nette de **0,39 md** au cours du deuxième trimestre et **0,54 md** au troisième trimestre 2015.

❖ Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a contribué à hauteur de **15,4 mds** à la formation de la TVA du troisième trimestre 2015 contre **14,2 mds** à la même période de l'année précédente. La TVA versée par les entreprises du tertiaire est portée pour l'essentiel par les sous-secteurs des télécommunications (**9 mds**) et du commerce hors pétrole (**2,7 mds**). En comparant le troisième trimestre de 2015 à celui de 2014, la légère augmentation enregistrée (**0,66 md**) est le fruit de celle constatée dans le sous-secteur des télécommunications (**0,64 md**).

Le sous-secteur de l'hôtellerie et de la restauration a vu son chiffre d'affaires taxable et sa TVA nette baisser respectivement de **4,62 mds et 0,09 md** entre les troisièmes trimestres

2014 et 2015. Ce sous-secteur semble subir jusqu'à présent les contrecoups de la crise que traverse le tourisme sénégalais.

S'agissant du sous-secteur des Télécommunications, une baisse des crédits de déduction de TVA a été enregistrée (-6,09 mds) entre les troisièmes trimestres 2015 et 2014. Celle-ci est cependant insuffisante pour compenser la baisse du chiffre d'affaires taxable (+3,9 mds).

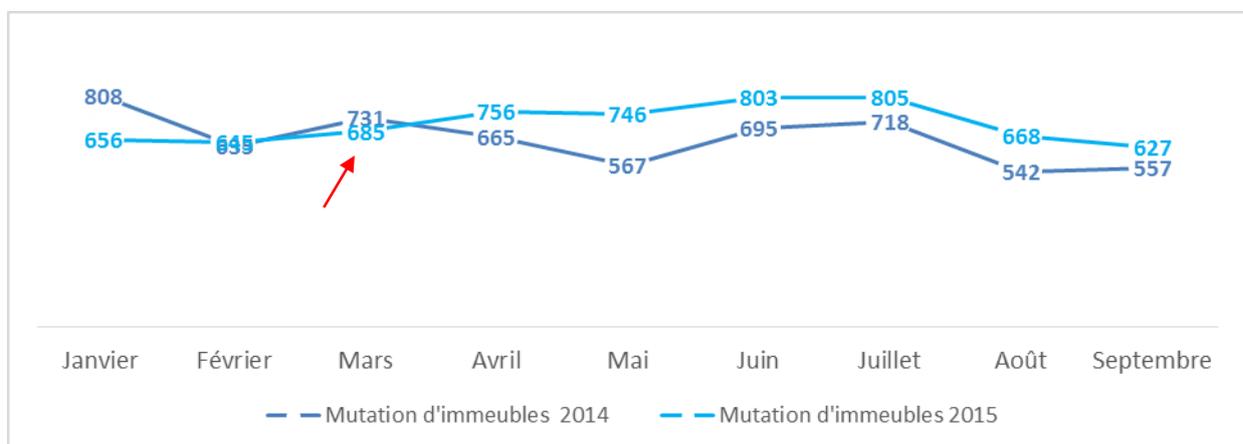
En ce qui concerne les droits d'enregistrement et de timbre, leur niveau de recouvrement global ressort à 12,72 mds.

La comparaison avec la situation de l'année précédente fait ressortir un glissement négatif de 1,39 md soit une régression de 9,9 points de pourcentage.

Dans le détail, les droits d'enregistrement ont connu un glissement négatif 0,92 md en valeur absolue et 9,7% en valeur relative. Il en va de même pour les droits de timbre qui affichent un glissement négatif de 0,47 md soit -10,3 % en valeur relative, qui s'explique par la décision du Gouvernement de baisser de moitié du taux des droits de mutation sur les biens immeubles.

En revanche, il faut souligner une nette augmentation du nombre d'actes présentés à la formalité de l'enregistrement depuis l'entrée en vigueur de la mesure avec 661 actes supplémentaires en glissement.

Graphique 3 : Evolution des actes portant mutations d'immeubles entre les trois premiers trimestres 2014 et 2015.



Source : DGID

Le Fonds de Sécurisation des Importations de Produits Pétroliers (FSIPP)

Les recettes recouvrées au titre du troisième trimestre 2015 s'élèvent à **12,71 mds**. Rapportées à un objectif arrêté à **6,8 mds**, la plus-value dégagée est de **5,91 mds** contre **5,33 mds** au trimestre précédent. En glissement, par rapport au troisième trimestre de l'année 2014, le FSIPP a augmenté de **0,17 md** soit **1,4%**.

Même si le niveau de recouvrement reste satisfaisant depuis le début de l'année, le ralentissement noté dans la progression des recettes s'explique principalement par les réajustements opérés dans la structure des prix des hydrocarbures au profit du « prélèvement de soutien au secteur de l'Énergie » (PSE), depuis le mois d'août 2014.

Au 30 septembre 2015, les **droits et taxes à l'importation** connaissent un niveau de réalisation de 380,6 mds pour des prévisions de la LFI de 604,9 mds. Il se dégage ainsi un faible taux de réalisation de 62,9%.

Ce résultat s'explique notamment par le repli des importations des produits les plus porteurs de recettes tels que le sucre, les huiles de palme, le blé, etc. En effet, une diminution des importations a été constatée sur un échantillon de cinquante (50) produits qui présentaient une forte rentabilité au plan fiscal et douanier.

En ce qui concerne les produits pétroliers, la faible performance enregistrée est expliquée, pour une large part, par la baisse des cours du Brent, le non-paiement des arriérés de la SENELEC et la reprise des activités de raffinage qui affaiblit les recettes pétrolières par le mécanisme de substitution des produits blancs à des importations de matières premières, occasionnant une baisse des rendements fiscaux et douaniers.

Il s'y ajoute l'accroissement des dépenses fiscales, tirées par la hausse des exonérations liées au Code des Investissements.

Les recettes non fiscales

Leur recouvrement est de 2,9 milliards au troisième trimestre 2015 et 70,41 milliards en cumul au 30 septembre 2015. Le taux de réalisation se situe à 90,27% en 2015 contre 75,66% pour la même période de 2014 soit une hausse de plus de 14 points de pourcentage.

Les autres recettes

Elles sont recouvrées avec un taux de réalisation de 70,87% au 30 septembre et passant de 140,47 milliards au deuxième trimestre à 107,9 milliards au troisième trimestre. Leur tendance baissière est le résultat de la forte baisse des Recettes exceptionnelles (dont PPTTE / IADM) de 65,102 milliards et des Emissions de bons du Trésor qui ont diminué de 27,165 milliards et des dons budgétaires de 7,786 milliards. Cette forte baisse a été atténuée par une hausse des Autres Emprunts (Emissions d'obligations) pour un montant de 67,482 milliards.

En cumul au 30 septembre 2015, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 1722,22 milliards sur une prévision annuelle de 2371,782 milliards ; soit un niveau de réalisation de 72,61% contre 70,03% en cumul au 30 septembre 2014. Cette performance du niveau de réalisation s'explique par la hausse du taux de recouvrement des recettes non fiscales et non fiscales de 68,4% à 73,33%.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies à 1231,75 milliards, pour un objectif annuel de 1679,7 milliards, soit un taux de réalisation de 73,33% imputable aux Impôts directs qui ont un niveau de recouvrement de 78,31%.

Les autres recettes, composées principalement des émissions de bons et d'obligations du Trésor, des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées **au 30 septembre 2015**, à un montant de 490,47 milliards dont 268,40 milliards de Autres Emprunts (Emissions d'obligations), 114,17 milliards d'Emission de bons du Trésor et 98,41 milliards de recettes exceptionnelles (PPTTE/IADM).

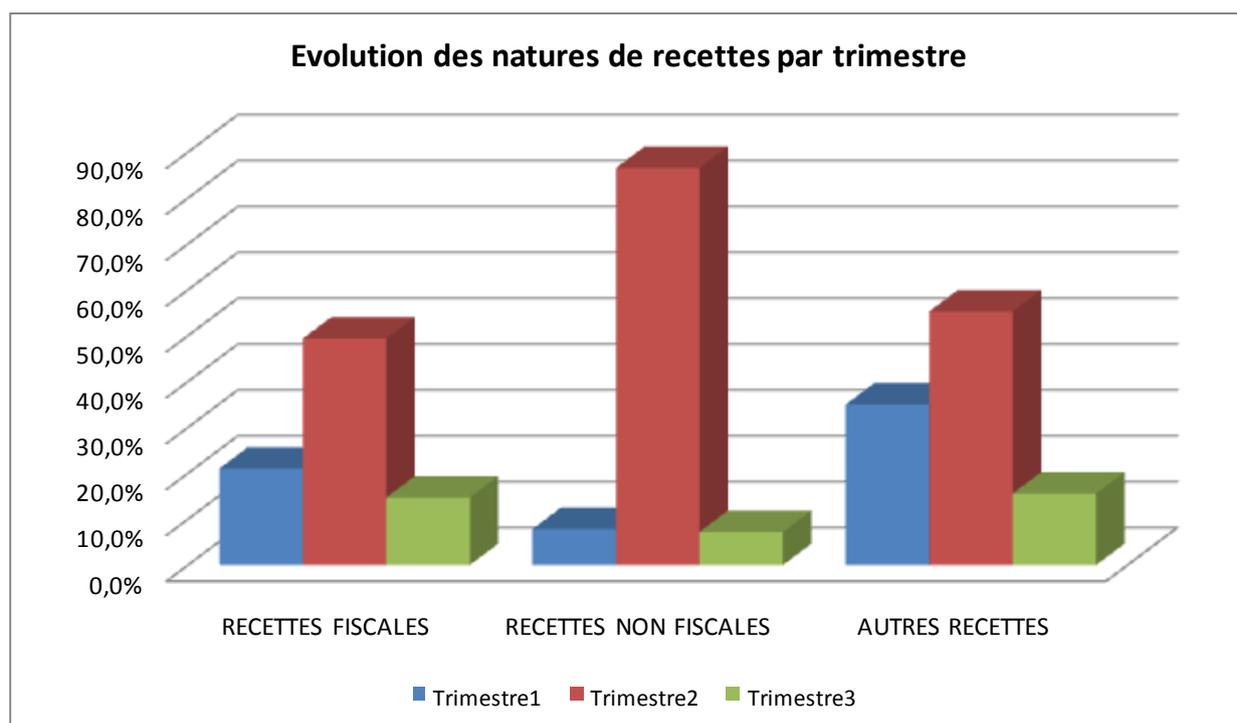
Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique 1, ci-après, permet d'apprécier l'évolution des taux de réalisation des recettes entre le deuxième et le troisième trimestre 2015 ainsi que leur évolution par rapport à 2014.

Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1^{er} semestre 2015 (en milliards)

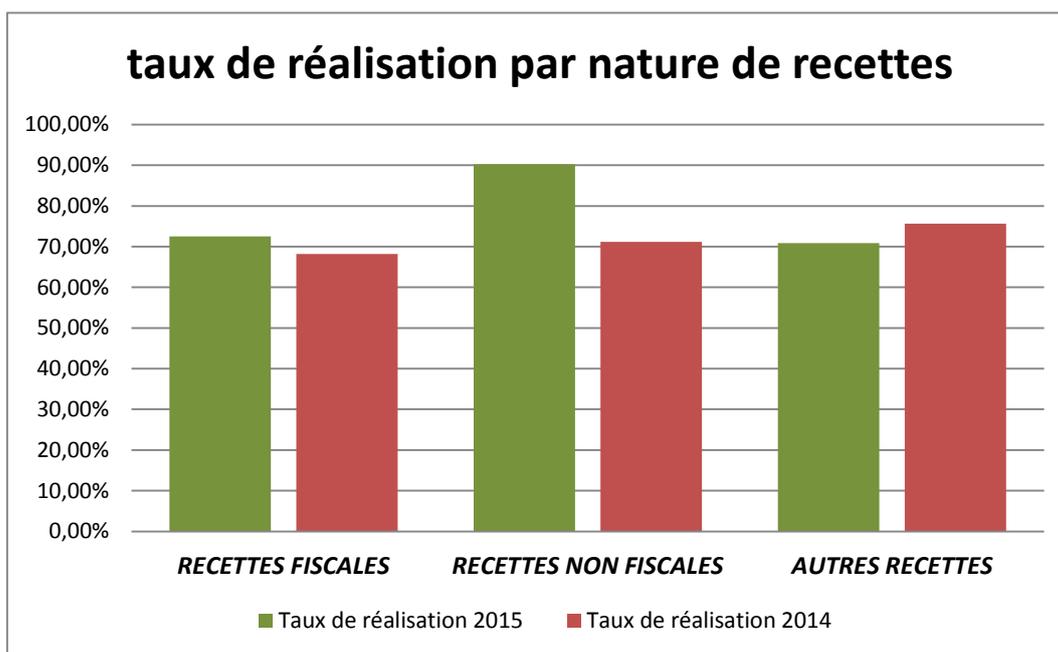
Nature de la recette	Prévisions LFI	Réalisation Trim 1	Réalisation Trim 2	Réalisation Trim 3	Cumul 2015	Cumul 2014	Taux de réalisation 2015
RECETTES FISCALES	1601,7	336,42	454,52	370,40	1161,34	1084,65	72,51%
<i>Impôts directs</i>	486,7	136,87	166,38	77,90	381,16	353,25	78,31%
<i>Impôts indirects</i>	1115	199,54	288,14	292,50	780,18	731,41	69,97%
RECETTES NON FISCALES	78	6,12	61,39	2,90	70,41	63,15	90,27%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1679,7	342,54	515,91	373,30	1231,75	1147,81	73,33%
AUTRES RECETTES	692,082	242,11	140,47	107,90	490,47	372,17	70,87%
TOTAL RECETTES INTERNES	2371,782	584,65	656,38	481,20	1722,22	1519,98	72,61%

Source : Trésor et comité de recettes

Graphique 41: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires par trimestre au 30 juin



Graphique 5: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre 2014 et 2015 (au 30 septembre)



II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 Dépenses sur ressources internes

Prévus pour un montant global de 2371,78 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015, les crédits du budget général ont été portés à 2404,72 milliards FCFA par les reports de crédits d'investissement.

Les crédits du budget général sont engagés, au 30 septembre 2015, à hauteur de 1801,83 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 74,93% traduisant, ainsi, un niveau d'absorption des crédits satisfaisant. En glissement annuel, le montant des engagements a augmenté de 162,36 milliards soit un taux d'accroissement de 9,9%. Le niveau du taux d'exécution a également progressé de 3,97 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 30 septembre 2015 (en milliards)

Titre	Prévision (1)	Modifications (2)	Report de crédits (3)	Total prévision (4) = 1+ 2+ 3	Engagement (5)	taux d'engagement des crédits (6)= 5/4	Liquidation (7)	Taux de liquidation des engagements (8) = 7/5	Ordonnancement (9)	Taux d'ordonnancement des liquidations (10)=9/7	Paiement (11)	Reste à payer ou à prendre en charge (12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	598,01			598,01	474,98	79,43%	474,98	100,00%	474,98	100,00%	348,03	126,95
Titre 2- Dépenses de personnel	510,00			510,00	397,80	78,00%	397,80	100,00%	397,80	100,00%	397,80	0,00
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	359,49	-15,56		343,94	253,28	73,64%	209,36	82,66%	208,92	99,79%	191,91	17,01
Titre 4- Transferts courants	347,09	0,56		347,65	279,52	80,40%	279,37	99,95%	279,37	100,00%	274,86	4,51
Total dépenses ordinaires	1814,60	-15,00	0,00	1799,60	1405,58	78,11%	1361,51	96,86%	1361,07	99,97%	1212,60	148,47
Total dépenses ordinaires hors personnel	1304,60	-15,00	0,00	1289,60	1007,78	78,15%	963,71	95,63%	963,27	99,95%	814,80	148,47
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	193,43	-21,44	6,00	177,99	90,42	50,80%	66,08	73,08%	65,76	99,52%	58,41	7,357
Titre 6- Transferts en capital	363,75	36,44	26,93	427,13	305,83	71,60%	305,43	99,87%	305,23	99,93%	296,25	8,973
Total Investissement	557,19	15,00	32,93	605,12	396,24	65,48%	371,50	93,76%	370,99	99,86%	354,66	16,33
TOTAL BG	2371,78	0,00	32,93	2404,72	1801,83	74,93%	1733,01	96,18%	1732,06	99,94%	1567,26	164,80

II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

a) Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits prévisionnels, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants) ont été arrêtés à un montant de 1289,6 milliards FCFA. Ils sont exécutés comme suit :

- Engagement : 1007,78 milliards FCFA soit 78,15% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge, pour le troisième trimestre 2015 ;
- Liquidation : 963,71 milliards FCFA, soit 95,63% des engagements; il correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 963,27 milliards FCFA, soit 99,95% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au troisième trimestre 2015 est arrêté à 814,80 milliards FCFA, soit un taux de paiement de 84,59% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 148,47 milliards FCFA.

En outre, un montant de **5,690** milliards FCFA a été exécuté sous forme d'avance à régulariser.

a.1. La dette publique : Le montant des paiements, au titre du service de la dette publique pour le troisième trimestre 2015 est arrêté à 126,95 milliards FCFA dont 88,58 milliards FCFA pour le principal et 38,37 milliards FCFA pour les intérêts et commissions. Le montant des ordres de paiements envoyés à la BCEAO pour le règlement de la dette extérieure est de 51,64 milliards FCFA, tandis que pour la dette intérieure, le montant des paiements est de 75,31 milliards FCFA et concernent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et l'emprunt Sukuk.

En cumul la dette publique a été exécutée à hauteur de 474,98 milliards FCFA au troisième trimestre sur une prévision annuelle de 598,01 milliards FCFA soit un taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique qui s'est établi à 79,43%.

En comparaison avec le même cumul des trois premiers trimestres de 2014, la dette a évolué de 89,03 milliards FCFA en 2015 et de 23% en valeur relative. Cette progression est imputable à la dette extérieure qui a évolué de 53,82% et la dette intérieure de 11,56%.

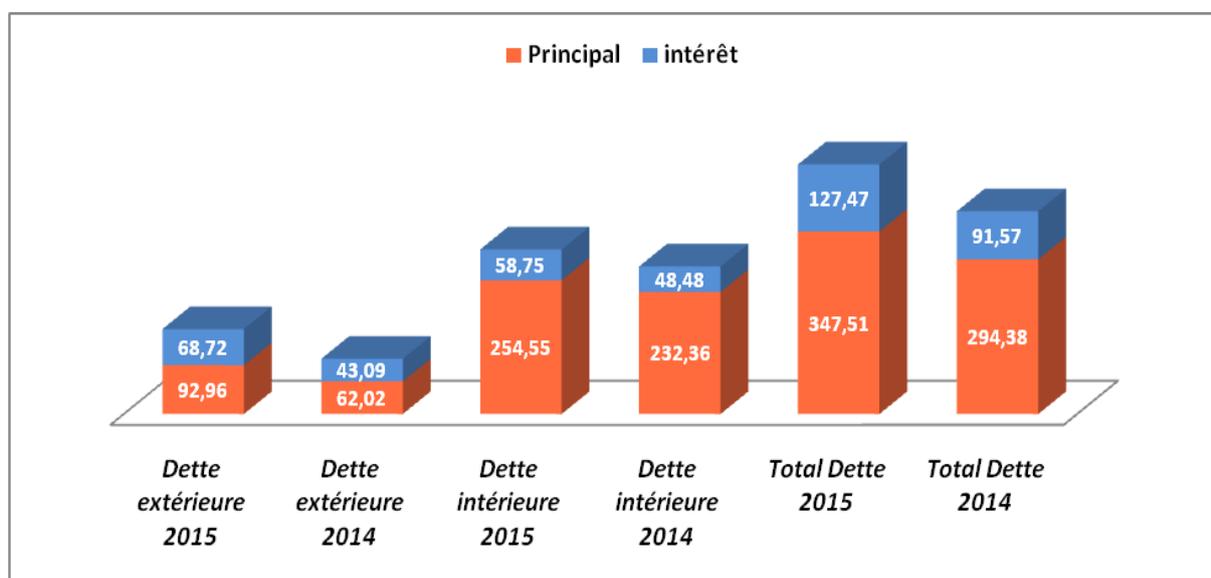
Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2015.

Tableau 3: Service de la dette publique au 30 septembre 2015 (en milliards)

Dette publique 2015	T1_15	T2_15	T3_15	cumul (T1, T2, T3) 2014	Cumul	Ecart T3_15/T3_14	
						valeur	%
Dette extérieure	58,04	52,00	51,64	105,11	161,68	56,57	54%
Principal	36,46	28,42	28,08	62,02	92,96	30,94	50%
intérêt	21,58	23,58	23,56	43,09	68,72	25,63	59%
Dette intérieure	116,08	121,91	75,31	280,84	313,30	32,46	12%
Principal	90,08	103,97	60,5	232,36	254,55	22,19	10%
intérêt	26	17,94	14,81	48,48	58,75	10,27	21%
Dette publique totale	174,12	173,91	126,95	385,95	474,98	89,03	23%

Source : Trésor

Graphique 6: dette publique au 30 septembre 2015 et 2014 (en milliards)



a.2. Les dépenses de fonctionnement : Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution au troisième trimestre de 2015:

- **Engagement** : 253,28 milliards FCFA ; soit 73,6% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 209,36 milliards FCFA; soit 83% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 208,92 milliards FCFA; soit 99,79% des liquidations ;
- **Paiement** : 191,91 milliards FCFA; soit 91,85% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 17,01 milliards FCFA ;
- **Montant avances** : 9,618 milliards FCFA
- **Montant régularisé** : 4,640 milliards FCFA
- **Reste à régulariser** : 4,977 milliards FCFA

Les taux d'engagement et de paiements a progressé respectivement de 7,52% et 5,20% et le taux de liquidation des engagements a lui régressé de 3,4 % pendant que le taux d'ordonnancement des liquidations reste relativement stable.

Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

Niveau d'exécution	Trim.3 2014	Trim.3 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	66,1%	73,6%	7,52%
taux de liquidation des engagements	86,0%	82,7%	-3,4%
taux d'ordonnancement des liquidations	99,2%	99,8%	0,6%
taux de Paiement des ordonnancements	86,7%	91,9%	5,20%

a.3. Les transferts courants : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc... Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution au troisième trimestre de 2015 :

- **Engagement** : 279,52 milliards FCFA ; soit 80,4% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 279,37 milliards FCFA ; soit 100% des engagements ;

- **Paiement** : 274,86 milliards FCFA ; soit 98,38% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 4,51 milliard FCFA ;
- **Montant avances** : 2,207 milliards FCFA ;
- **Montant régularisé** : 0,688 milliard FCFA ;
- **Reste à régulariser** : 1,519 milliard FCFA.

En comparaison avec le même trimestre 2014, le taux d'engagement a baissé de 6,1%. Le taux d'ordonnement est au même niveau sur les deux périodes et le taux de paiement a reculé de 0,5 point.

Tableau 5 : Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

Niveau d'exécution	Trim.3 2014	Trim.3 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	86,5%	80,4%	-6,1%
taux d'ordonnement des engagements	99,9%	99,9%	0,0%
taux de Paiement des ordonnancements	98,9%	98,4%	-0,5%

Au total, les dépenses ordinaires hors personnel, engagées au 30 septembre 2015, s'élèvent à un montant de 1007,78 milliards, en hausse de 102,12 milliards par rapport à la même période de l'année 2014. Les paiements effectifs ont également évolué à la baisse, en glissement annuel, pour un montant de 22,73 milliards.

b) Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 557,19 milliards. Elles ont été portées à un montant de 605,12 milliards par les reports de crédits d'investissement d'un montant de 32,93 milliards.

Les crédits d'investissement se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 177,99 milliards (29,41%) et en transferts en capital pour un montant de 427,13 milliards (70,58%).

b.1. Les investissements exécutés par l'Etat : Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution au troisième trimestre de 2015 :

- **Engagement** : 90,42 milliards FCFA; soit 50,8% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 66,08 milliards FCFA; soit 73% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 65,76 milliards FCFA; soit 99,52% des liquidations ;
- **Paiement** : 58,41 milliards FCFA, soit 88,82% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 7,36 milliards FCFA;
- **Montant avances** : 0,975 milliard FCFA
- **Montant régularisé** : 0,360 milliard FCFA
- **Reste à régulariser** : 0,614 milliard FCFA

Les montants des engagements et liquidation au troisième trimestre de 2015 ont baissé respectivement de 13,04% et 1,44% par rapport à la même période de 2014. Celui des ordonnancements est resté stable alors que le taux de paiement a progressé de 3,35%.

Tableau 6 : Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

Niveau d'exécution	Trim.3 2014	Trim.3 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	63,84%	50,80%	-13,04%
taux de liquidation des engagements	74,52%	73,08%	-1,44%
taux d'ordonnancement des liquidations	99,26%	99,52%	0,26%
taux de Paiement des ordonnancements	85,46%	88,81%	3,35%

Globalement, les investissements exécutés par l'Etat, engagés pour le troisième trimestre 2015, s'élèvent à un montant de 90,42 milliards et sont en baisse de 38,27 milliards comparativement à la même période de l'année 2014. Les paiements effectifs ont également évolué à la baisse, en glissement annuel, pour un montant de 22,95 milliards en valeur absolue et 28,20% en valeur relative.

Les contre performance du niveau d'exécution des dépenses en capital s'explique d'une part par le blocage d'une partie des dites dépenses qui ont fait l'objet de réaménagement dans le

cadre de ma LFR 2015, et d'autre part par le retard habituellement observé sur les procédures de marché qui ne se dénouent généralement que sur le dernier trimestre.

b.2. Les transferts en capital : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution au troisième trimestre 2015 :

- **Engagement** : 305,83 milliards FCFA; soit 71,6% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 305,23 milliards FCFA; soit 99,93% des engagements ;
- **Paiement** : 296,25 milliards FCFA; soit 97,05% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 8,97 milliards FCFA.

Au total, les transferts en capital sur ressources internes, engagés pour le troisième trimestre 2015, s'élèvent à un montant de 305,83 milliards et sont en hausse de 62,66 milliards comparativement à la même période de l'année 2014. De la même manière, les paiements effectifs ont évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 62,44 milliards en valeur absolue et 26,70% en valeur relative.

Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

Niveau d'exécution	Trim.3 2014	Trim.3 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	60,1%	71,6%	11,5%
taux d'ordonnancement des engagements	99,6%	99,8%	0,2%
taux de Paiement des ordonnancements	96,5%	97,1%	0,6%

Le niveau d'engagement des dépenses d'investissements sur ressources internes (dépenses en capital exécutés par l'Etat et dépenses de transfert en capital) sur le troisième trimestre 2015 étant de 396,24 milliards, il faut noter, en comparaison avec la même période de 2014, un écart positif de 24,39 milliards imputable pour 62,66 milliards FCFA au niveau d'engagement des transferts en capital, atténué par celui des dépenses en capital exécutés par l'Etat pour un montant de -38,27 milliards FCFA.

Le tableau ci-après compare la situation d'exécution du troisième trimestre 2015 à celle de la même période de l'année précédente. Le graphique de l'annexe 3 compare les taux d'engagement global des crédits par section au 30 septembre 2015.

Tableau 8: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général en glissement annuel

Titres	Engagement			Liquidation			Ordonnancement			Paiement		
	30/09/2014	30/09/2015	Ecart									
Titre 1- Dette publique	385,95	474,98	89,03	385,95	474,98	89,03	385,95	474,98	89,03	385,95	348,03	-37,92
Titre 2- Dépenses de personnel	361,95	397,80	35,86	361,95	397,80	35,86	361,95	397,80	35,86	361,95	397,80	35,86
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	248,97	253,28	4,30	214,18	209,36	-4,82	212,48	208,92	-3,56	184,13	191,91	7,78
Titre 4- Transferts courants	270,74	279,52	8,78	270,65	279,37	8,73	270,52	279,37	8,86	267,46	274,86	7,40
Total dépenses ordinaires	1267,61	1405,58	137,97	1232,72	1361,51	128,79	1230,89	1361,07	130,18	1199,48	1212,60	13,12
Total dépenses ordinaires hors personnel	905,66	1007,78	102,12	870,77	963,71	92,94	868,95	963,27	94,32	837,54	814,80	-22,73
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	128,69	90,42	-38,27	95,91	66,08	-29,83	95,19	65,76	-29,43	81,36	58,41	-22,95
Titre 6- Transferts en capital	243,17	305,825	62,66	243,17	305,43	62,26	242,29	305,23	62,94	233,82	296,25	62,44
Total Investissement	371,86	396,24	24,39	339,07	371,50	32,43	337,48	370,99	33,51	315,17	354,66	39,49
TOTAL BUDGET GENERAL HORS PERSONNEL	1639,46	1801,83	162,36	1571,79	1733,01	161,23	1568,37	1732,06	163,69	1514,65	1567,26	52,61

II.1.2 Dépenses de personnel

Au cours du troisième trimestre 2015 le montant de la masse salariale s'élève à 128,852 milliards FCFA contre 125,067 milliards FCFA à la même période, en 2014, soit, en glissement annuel, une augmentation de 3,785 milliards FCFA en valeur absolue et 3,02% en valeur relative.

Le cumul de la masse salariale au troisième trimestre 2015 s'élève à 397,801 milliards FCFA contre 361,946 milliards FCFA à la même période, en 2014, soit, en glissement annuel, une augmentation de 35,855 milliards FCFA en valeur absolue et 9,90% en valeur relative en cumul à fin septembre. Ce niveau cumulé de la masse salariale représente 78% du montant prévisionnel annuel arrêté à 510 milliards FCFA contre 73,62% en 2014 par rapport aux montants prévus à la même période.

Cette augmentation résulte de la mise en solde des Professeurs et Maîtres contractuels titulaires du diplôme professionnel et intégrés dans la Fonction publique, et des nouvelles recrues du Ministère de la Santé et l'Action sociale. Cette hausse est aussi le résultat des

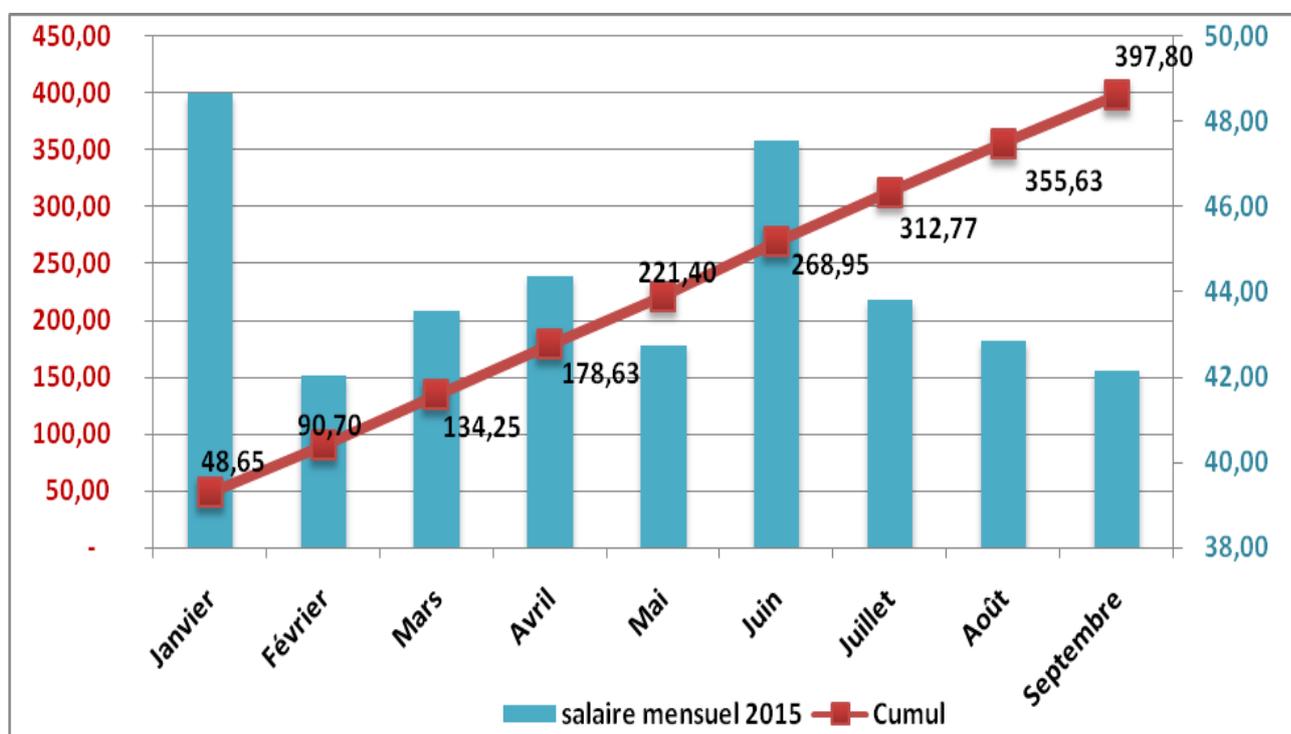
liquidations de droits (indemnité compensatrice de congé, indemnité de départ à la retraite pour les non fonctionnaires, indemnité de fin d'engagement, rappels payés après départ à la retraite au titre de régularisation de salaire ou d'avancement, vacataires non agents de l'Etat).

Tableau 9: Niveau comparé de la Masse salariale par mois à fin septembre 2016 (en milliards FCFA)

Période	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Cumul (2016)	Moyenne mensuelle
Masse salariale 2014	40,374	38,109	38,893	41,049	39,058	39,395	41,002	41,306	42,759	361,946	40,216
Masse salariale 2015	48,653	42,045	43,550	44,383	42,770	47,548	43,821	42,860	42,171	397,801	44,200

Sources: DSPRV/MEFP

Graphique 7: Evolutions de la masse salariale en 2015 (en milliards FCFA)



Graphique 8: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel (en milliards FCFA)

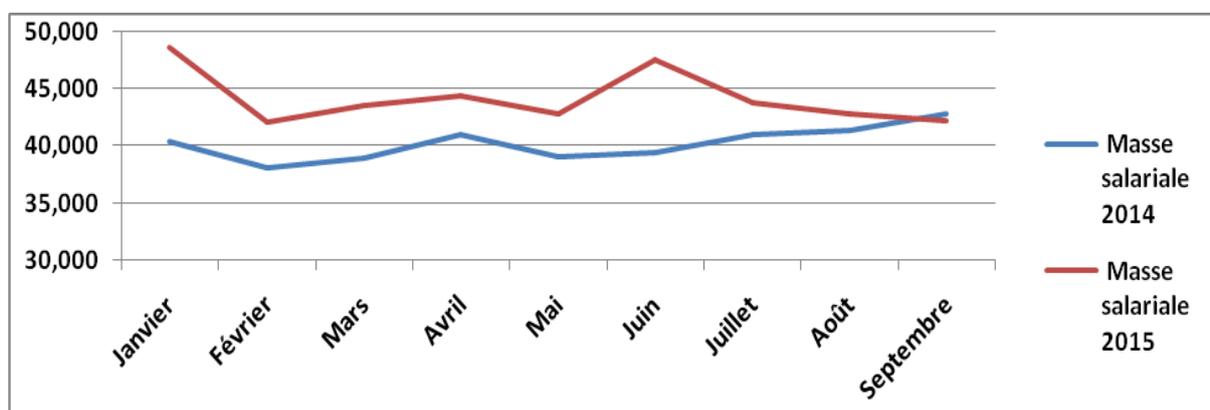


Tableau 8 bis : Evolution des effectifs de la fonction publique en 2015

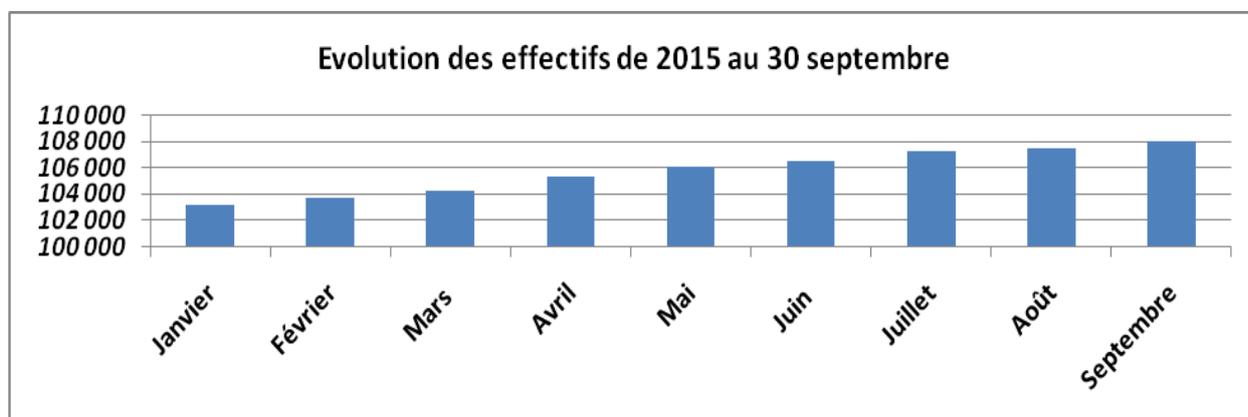
Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Effectifs	103 162	103 711	104 260	105 269	106 038	106 520	107 269	107 483	108 028

Sources: DSPRV/MEFP

Les effectifs ayant impacté la masse salariale sont au nombre de **108 028** agents, dont **1 204** agents au titre des liquidations de droits (indemnité compensatrice de congé, indemnité de départ à la retraite pour les non fonctionnaires, indemnité de fin d'engagement, rappels payés après départ à la retraite au titre de régularisation de salaire ou d'avancement, vacataires non agents de l'Etat).

Ces effectifs étaient de **101 622** agents à la même période en 2014, soit une augmentation de **6 406** agents en valeur absolue et de **6,30%** en valeur relative. Cette hausse résulte de la mise en solde des Professeurs et Maîtres contractuels titulaires du diplôme professionnel et intégrés dans la Fonction publique, et des nouvelles recrues du Ministère de la Santé et l'Action sociale.

Graphique 8 bis : Evolution des effectifs de la fonction publique en 2015



II.1.3. Ressources extérieures

A la date du 30 septembre 2015, la situation des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures, se présente comme suit :

RESSOURCES EXTERIEURES (montant en milliards)	ORDONNANCEMENTS				Evolution trimestrielle
	TRIM-1	TRIM-2	TRIM-3	CUMUL 2015	
Emprunts	36,366	52,781	116,407	205,554	121%
Subventions	31,407	72,618	22,801	126,826	-69%
TOTAL	67,773	125,399	139,208	332,38	11%

Source : DGF

Dans la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2015, les montants ordonnancés pour les projets de développement financés sur ressources extérieures se chiffrent à 139,208 milliards de FCFA, soit une hausse de 11% en part relative par rapport à ceux du deuxième trimestre 2015. Ce montant est réparti en emprunts à 116,407 milliards de FCFA et 22,801 milliards de FCFA en subventions.

En cumul avec le premier semestre, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à 332,38 milliards de FCFA répartis en emprunts pour 205,554 milliards de FCFA et 126,826 milliards de FCFA en subventions.

Le taux d'exécution se situe ainsi à 82% par rapport aux prévisions annuelles de tirages de 405 milliards de FCFA du Budget Consolidé d'Investissement (BCI) de l'année 2015 et à 111% rapporté à l'objectif de 300 milliards de FCFA retenu pour le troisième trimestre.

Comparativement à la gestion 2014 à la même période, le niveau des décaissements a connu une augmentation de 106,925 milliards de FCFA en valeur absolue et de 47,43% en valeur relative.

S'agissant des conventions de financement conclues entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2015, elles sont réparties par secteur, en nombre et en montant, ainsi qu'il suit :

Secteurs	Nombre de Conventions	Montant (en FCFA)	Part relative (en %)
ENERGIE	3	69 156 151 000	63,93
HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT	2	12 623 828 000	11,67
PECHE	1	10 002 032 336	9,25
EDUCATION ET FORMATION	1	7 871 484 000	7,28
BONNE GOUVERNANCE	2	5 820 131 800	5,38
SANTE	2	2 695 711 240	2,49
Total général	11	108 169 338 376	100

Source : DGF

Quinze (11) conventions de financement ont été signées pour un montant de 108,169 milliards de FCFA, soit une hausse de 18,33% par rapport au premier semestre 2015. Ce montant correspond en emprunts à 94,406 milliards de FCFA et à 13,763 milliards de FCFA en subventions.

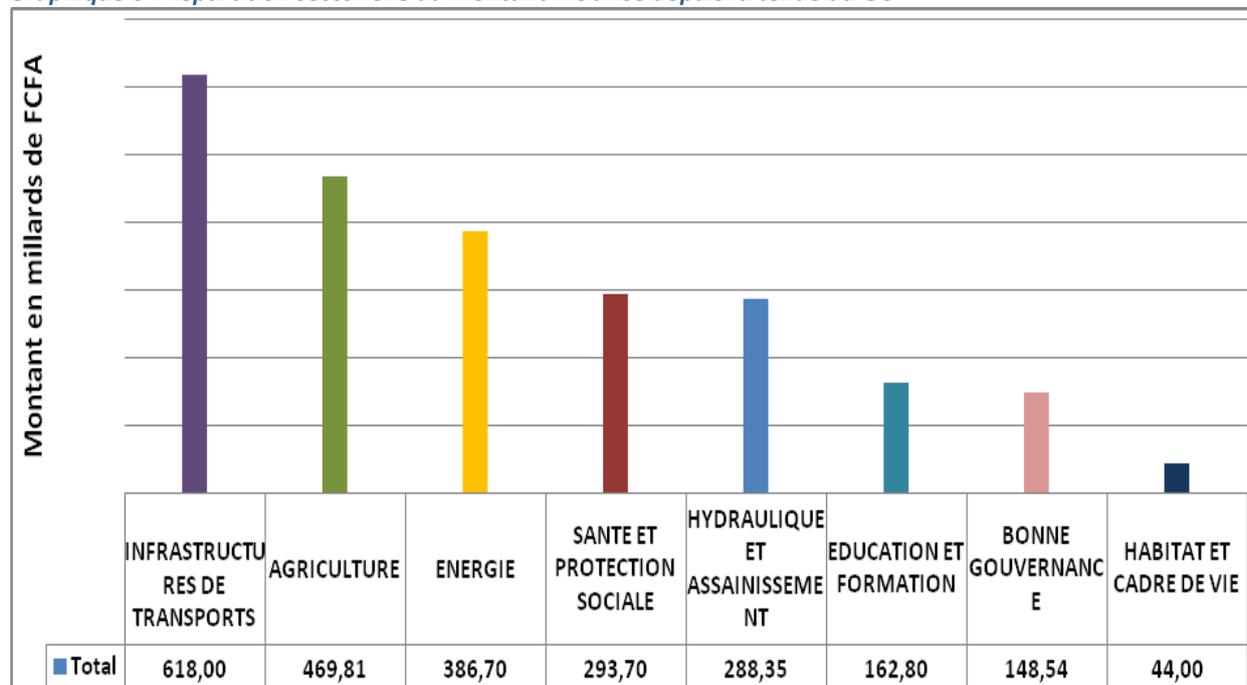
Au total, les conventions de financement conclues du 1^{er} janvier au 30 septembre 2015 se chiffrent à trente-trois (33) et portent sur un montant de 796,928 milliards FCFA réparti en emprunts à 772,420 milliards de FCFA et 31,068 milliards de FCFA en subventions.

En outre, vingt (20) mois après la tenue de cette rencontre, cent-cinq (105) conventions ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers pour un montant total de 2 455,5 milliards de F CFA. Ce qui correspond à un taux de concrétisation des engagements de 65,8%.

Comparé au gap d'un montant de 1 853 milliards de F CFA inscrit dans le plan d'actions prioritaires (PAP) du PSE, le niveau de mobilisation des financements est très satisfaisant puisque supérieur à 100%.

Le graphique ci-après illustre, dans un ordre décroissant, les huit (08) premiers secteurs bénéficiaires des conventions.

Graphique 6 : Répartition sectorielle du montant mobilisé depuis la tenue du GC



Source : DGF

III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 30 septembre 2015

Les recettes du troisième trimestre 2015 s'élèvent à 16,219 milliards FCFA. Le niveau mensuel des recettes est passé de 5,367 milliards FCFA en juin 2015 avec un nombre de cotisants de 79 787 agents à 5,419 milliards FCFA en fin septembre avec un nombre de cotisants de 80 791 agents ; soit une légère hausse de 0,52 milliard FCFA et 1004 cotisants supplémentaires.

Tableau 10 : Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier semestre 2015

Fonds National de Retraite - FNR		
Mois	Montant (en milliards)	Nombre de cotisants
janvier	5,186	77 326
février	5,238	77 815
mars	5,217	78 264
avril	5,342	79 037
mai	5,391	79 569
juin	5,367	79 787
juillet	5,449	80 242
août	5,352	80 374
septembre	5,419	80 791
Cumul	47,961	

➤ **Les dépenses du FNR au 30 septembre 2015**

Les dépenses du troisième trimestre 2015 s'élèvent à 20,007 milliards FCFA. Le niveau mensuel des dépenses est passé de 6,664 milliards FCFA en juin 2015 avec un nombre d'allocataires de 61 182 pensionnés à 6,668 milliards FCFA en fin septembre 2015 avec un nombre d'allocataires de 61 915 pensionnés; soit une hausse nette de 0,004 milliard FCFA en dépenses et 733 nouveaux allocataires.

Tableau 11: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier semestre 2015

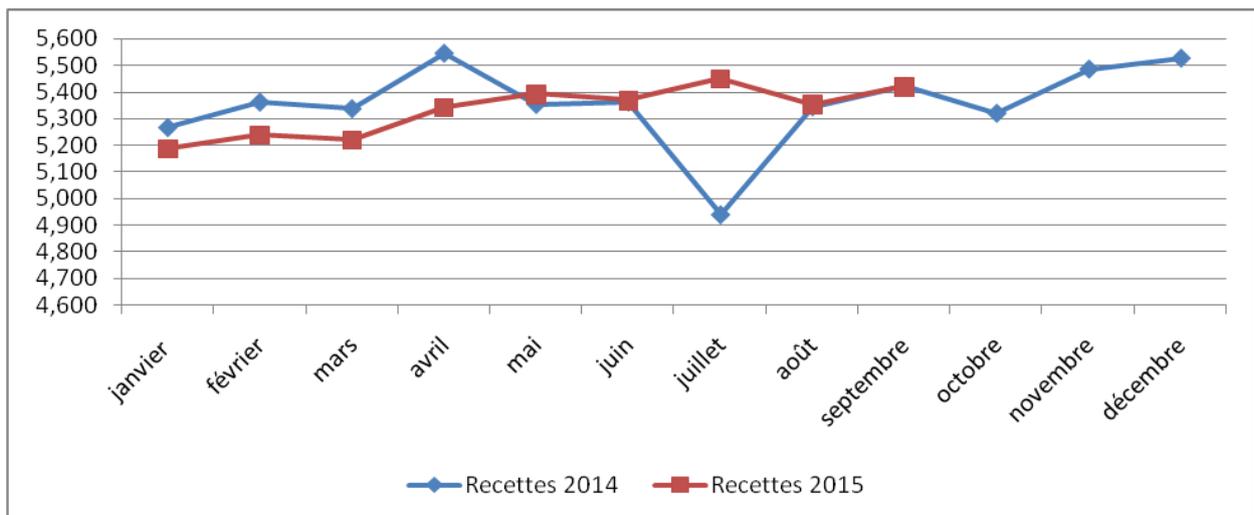
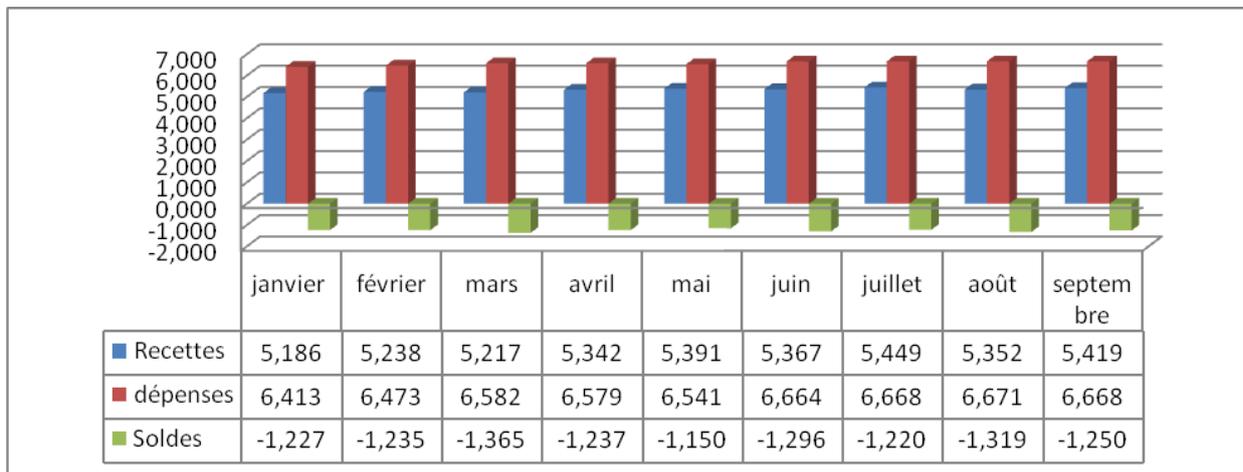
Fonds National de Retraite - FNR		
Mois	Montant (en milliards)	Nombre d'allocataires
janvier	6,413	59 959
février	6,473	60 195
mars	6,582	60 471
avril	6,579	60 735
mai	6,541	60 897

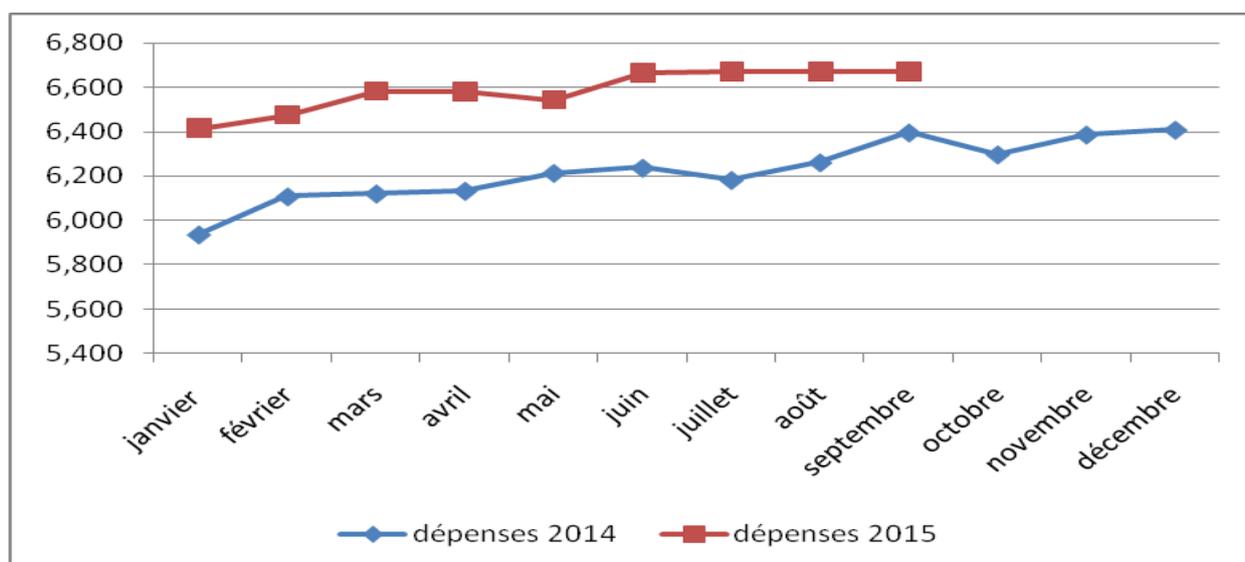
juin	6,664	61 182
juillet	6,668	61 426
août	6,671	61 701
septembre	6,668	61 915
Cumul	59,259	

➤ **Solde du FNR au 30 septembre 2015**

Les recettes du FNR au cours du 3^{ème} trimestre 2015 s'élèvent à 16,219 milliards FCFA tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à 20,007 milliards FCFA. Le déficit constaté au cours de cette période s'élève à -3,788 milliards contre -3,137 milliards FCFA pour la même période de 2014.

Graphique 10: Situation du FNR au troisième trimestre 2015





III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 30 septembre 2015, de l'ordre de 968,909 millions dont 420,406 millions pour frais de constitution des sociétés à participation publique et 548,502 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport à la même période 2014, ces recettes sont en forte baisse de 264,851 millions provenant surtout du fonds de lutte contre l'incendie qui n'a pas été recouvré depuis le début de l'année.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 517,904 millions au même moment, soit un solde déficitaire en fin septembre 2015 de 451,004 millions.

III.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industriel et commercial » n'a enregistré ni dépenses ni recettes à fin mars 2015.

III.3 Les comptes de prêts

Globalement, les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 7,184 milliards. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 8,143 milliard pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations en fin septembre, les comptes de prêts restent créditeurs de 0,959 milliard.

III.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

III.5 Les comptes de garanties et d'avaux

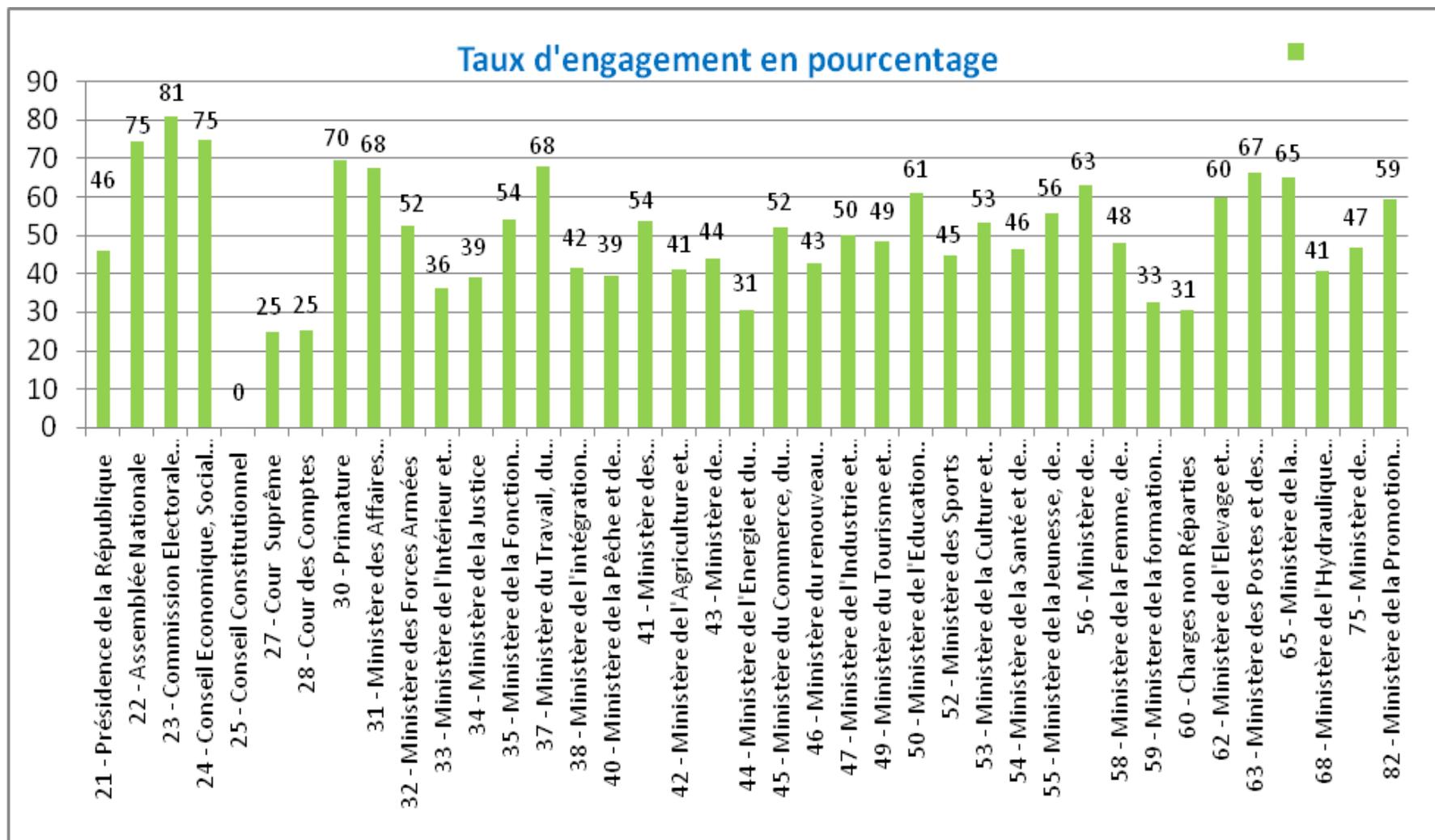
Les comptes de garanties et d'avaux sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 1: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2015 en FCFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	47 961 000 000	59 259 000 000	-11 298 000 000
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	420 406 831	130 245 109	290 161 722
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	548 502 459	387 659 770	160 842 689
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	0	0
Sous-total	48 929 909 290	59 776 904 879	-10 846 995 589
Comptes de commerce			-
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.			-
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts			-
96.503 Prêts aux collectivités locales			-
96.507 Prêts aux particuliers	7 184 546 120	8 143 704 663	- 959 158 543
Sous-total	7 184 546 120	8 143 704 663	-959 158 543
Comptes d'avances			-
96.605 Avances aux collectivités locales			0
96.609 Avances à 1 an aux particuliers			0
Sous-total	0	0	0
Total CST	56 114 455 410	67 920 609 542	-11 806 154 132

Sources : DGCPST sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 2: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 septembre 2015 (hors dette et hors personnel)





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****09-2015**

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7=5-6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15=13-14)
21 - Présidence de la République	56 520 802 000	0	9 447 126 171	702 000 000	66 669 928 171	50 043 463 539	16 626 464 632	49 443 209 305	74	48 958 165 545	48 882 431 288	73	48 824 410 450	47 843 910 512	980 499 938
Dépenses de fonctionnement	9 488 045 000	0	1 002 924 303	0	10 490 969 303	5 608 774 322	4 882 194 981	5 041 520 088	48	4 596 214 421	4 522 080 164	43	4 472 949 983	3 503 831 938	969 118 045
Transferts courants	19 012 857 000	0	6 450 661 000	0	25 463 518 000	23 262 094 500	2 201 423 500	23 262 094 500	91	23 262 094 500	23 262 094 500	91	23 262 094 500	23 262 094 500	0
Investissements executés par l'état	472 900 000	0	450 000 000	702 000 000	1 624 900 000	1 093 220 225	531 679 775	1 063 220 225	65	1 055 220 237	1 055 220 237	65	1 048 470 237	1 046 738 965	1 731 272
Transfert en capital	27 047 000 000	0	1 543 540 868	0	28 590 540 868	19 901 000 000	8 689 540 868	19 901 000 000	70	19 901 000 000	19 901 000 000	70	19 901 000 000	19 901 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	500 000 000	0	0	0	500 000 000	178 374 492	321 625 508	175 374 492	35	143 636 387	142 036 387	28	139 895 730	130 245 109	9 650 621
22 - Assemblée Nationale	5 434 506 000	0	0	29 000 000	5 463 506 000	3 960 000 000	1 503 506 000	3 960 000 000	72	3 960 000 000	3 960 000 000	72	3 960 000 000	3 960 000 000	0
Transferts courants	4 934 506 000	0	0	0	4 934 506 000	3 431 000 000	1 503 506 000	3 431 000 000	70	3 431 000 000	3 431 000 000	70	3 431 000 000	3 431 000 000	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	29 000 000	529 000 000	529 000 000	0	529 000 000	100	529 000 000	529 000 000	100	529 000 000	529 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	1 600 983 000	0	250 000 000	0	1 850 983 000	1 850 983 000	0	1 850 983 000	100	1 850 983 000	1 850 983 000	100	1 850 983 000	1 300 983 000	550 000 000
Transferts courants	1 600 983 000	0	250 000 000	0	1 850 983 000	1 850 983 000	0	1 850 983 000	100	1 850 983 000	1 850 983 000	100	1 850 983 000	1 300 983 000	550 000 000
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 502 087 000	0	0	0	2 502 087 000	2 001 565 250	500 521 750	2 001 565 250	80	2 001 565 250	2 001 565 250	80	2 001 565 250	2 001 565 250	0
Transferts courants	2 002 087 000	0	0	0	2 002 087 000	1 501 565 250	500 521 750	1 501 565 250	75	1 501 565 250	1 501 565 250	75	1 501 565 250	1 501 565 250	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	155 330 000	0	0	0	155 330 000	155 330 000	0	155 330 000	100	155 330 000	155 330 000	100	155 330 000	155 330 000	0
Dépenses de fonctionnement	110 830 000	0	0	0	110 830 000	110 830 000	0	110 830 000	100	110 830 000	110 830 000	100	110 830 000	110 830 000	0
Transferts courants	500 000	0	0	0	500 000	500 000	0	500 000	100	500 000	500 000	100	500 000	500 000	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	0	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	0
27 - Cour Suprême	846 063 000	0	0	0	846 063 000	769 403 000	76 660 000	769 403 000	91	769 403 000	769 403 000	91	769 403 000	769 403 000	0
Dépenses de fonctionnement	769 403 000	0	0	0	769 403 000	769 403 000	0	769 403 000	100	769 403 000	769 403 000	100	769 403 000	769 403 000	0
Transferts courants	1 660 000	0	0	0	1 660 000	0	1 660 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

32



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

09-2015

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Transfert en capital	75 000 000	0	0	0	75 000 000	0	75 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	2 035 879 000	0	0	0	2 035 879 000	1 460 604 475	575 274 525	1 435 604 475	71	1 362 674 810	1 362 674 810	67	1 362 304 810	1 362 304 810	0
Dépenses de fonctionnement	242 879 000	0	0	0	242 879 000	144 104 475	98 774 525	139 104 475	57	66 174 810	66 174 810	27	65 804 810	65 804 810	0
Transferts courants	900 000 000	0	0	0	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	100	900 000 000	900 000 000	100	900 000 000	900 000 000	0
Investissements executés par l'état	100 000 000	0	0	0	100 000 000	20 000 000	80 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	793 000 000	0	0	0	793 000 000	396 500 000	396 500 000	396 500 000	50	396 500 000	396 500 000	50	396 500 000	396 500 000	0
30 - Primature	14 303 924 000	0	20 421 750 000	0	34 725 674 000	31 876 123 526	2 849 550 474	31 200 840 652	90	31 092 815 362	31 061 412 716	89	30 989 904 917	30 885 799 747	104 105 170
Dépenses de fonctionnement	3 143 224 000	0	0	0	3 143 224 000	3 065 404 026	77 819 974	2 450 121 152	78	2 342 095 862	2 310 693 216	74	2 259 185 417	2 155 080 247	104 105 170
Transferts courants	4 260 700 000	0	752 000 000	0	5 012 700 000	4 100 969 500	911 730 500	4 040 969 500	81	4 040 969 500	4 040 969 500	81	4 020 969 500	4 020 969 500	0
Transfert en capital	6 900 000 000	0	19 669 750 000	0	26 569 750 000	24 709 750 000	1 860 000 000	24 709 750 000	93	24 709 750 000	24 709 750 000	93	24 709 750 000	24 709 750 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger	31 489 932 000	0	2 569 908 536	400 000 000	34 459 840 536	32 115 938 907	2 343 901 629	30 340 981 766	88	7 552 996 066	7 464 246 088	22	7 359 246 088	6 910 690 629	448 555 459
Dépenses de fonctionnement	21 329 298 000	0	2 425 894 536	0	23 755 192 536	22 743 499 348	1 011 693 188	22 111 008 867	93	1 660 821 437	1 577 840 137	7	1 472 840 137	1 381 857 948	90 982 189
Transferts courants	5 710 634 000	0	44 014 000	0	5 754 648 000	5 446 483 863	308 164 137	4 311 280 363	75	4 161 280 363	4 161 280 363	72	4 161 280 363	3 827 093 493	334 186 870
Investissements executés par l'état	2 450 000 000	0	0	0	2 450 000 000	2 025 955 696	424 044 304	2 018 692 536	82	230 894 266	225 125 588	9	225 125 588	201 739 188	23 386 400
Transfert en capital	2 000 000 000	0	100 000 000	400 000 000	2 500 000 000	1 900 000 000	600 000 000	1 900 000 000	76	1 500 000 000	1 500 000 000	60	1 500 000 000	1 500 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	55 899 662 000	0	2 677 399 000	2 283 648 187	60 860 709 187	49 321 362 786	11 539 346 401	49 095 877 816	81	48 075 809 680	48 072 087 390	79	47 437 841 941	45 628 606 124	1 809 235 817
Dépenses de fonctionnement	22 389 975 000	0	846 700 000	0	23 236 675 000	18 896 476 950	4 340 198 050	18 720 991 980	81	18 371 441 531	18 367 719 241	79	17 733 473 792	16 553 678 075	1 179 795 717
Transferts courants	2 359 687 000	0	360 699 000	0	2 720 386 000	2 708 386 000	12 000 000	2 708 386 000	100	2 708 386 000	2 708 386 000	100	2 708 386 000	2 527 975 000	180 411 000
Investissements executés par l'état	30 500 000 000	0	730 000 000	2 283 648 187	33 513 648 187	26 426 499 836	7 087 148 351	26 426 499 836	79	25 755 982 149	25 755 982 149	77	25 755 982 149	25 356 953 049	399 029 100
Transfert en capital	500 000 000	0	740 000 000	0	1 240 000 000	1 240 000 000	0	1 240 000 000	100	1 240 000 000	1 240 000 000	100	1 240 000 000	1 190 000 000	50 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****09-2015**

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	50 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	25 450 075 000	0	3 693 570 000	550 000 000	29 693 645 000	19 718 322 237	9 975 322 763	18 793 234 042	63	15 702 213 697	15 658 683 087	53	15 507 401 330	13 635 706 550	1 871 694 780
Dépenses de fonctionnement	6 250 075 000	0	1 893 570 000	0	8 143 645 000	7 305 931 535	837 713 465	6 404 843 340	79	5 927 157 662	5 904 305 560	73	5 803 549 179	5 096 071 455	707 477 724
Transferts courants	4 000 000 000	0	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	100	4 000 000 000	4 000 000 000	100	4 000 000 000	4 000 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	13 980 000 000	0	100 000 000	0	14 080 000 000	6 692 390 702	7 387 609 298	6 668 390 702	47	4 055 056 035	4 034 377 527	29	3 983 852 151	2 819 635 095	1 164 217 056
Transfert en capital	1 020 000 000	0	1 700 000 000	550 000 000	3 270 000 000	1 720 000 000	1 550 000 000	1 720 000 000	53	1 720 000 000	1 720 000 000	53	1 720 000 000	1 720 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	0	0	0	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Ministère de la Justice	8 835 801 000	0	491 744 000	0	9 327 545 000	7 995 029 174	1 332 515 826	7 869 324 319	84	6 448 153 254	6 362 030 575	68	6 229 134 413	5 963 892 782	265 241 631
Dépenses de fonctionnement	5 291 939 000	0	366 744 000	0	5 658 683 000	4 722 600 878	936 082 122	4 600 506 823	81	4 035 143 412	3 990 542 288	71	3 860 896 126	3 595 654 495	265 241 631
Transferts courants	1 543 862 000	0	75 000 000	0	1 618 862 000	1 573 862 000	45 000 000	1 573 862 000	97	1 573 862 000	1 573 862 000	97	1 573 862 000	1 573 862 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 954 000 000	0	50 000 000	0	2 004 000 000	1 698 566 296	305 433 704	1 694 955 496	85	839 147 842	797 626 287	40	794 376 287	794 376 287	0
Transfert en capital	46 000 000	0	0	0	46 000 000	0	46 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des	750 089 000	0	180 000 000	0	930 089 000	729 277 649	200 811 351	450 217 649	48	384 002 461	384 002 461	41	380 453 041	380 348 041	105 000
Dépenses de fonctionnement	375 089 000	0	75 000 000	0	450 089 000	401 312 149	48 776 851	302 252 149	67	247 532 371	247 532 371	55	243 982 951	243 877 951	105 000
Transferts courants	65 000 000	0	0	0	65 000 000	65 000 000	0	65 000 000	100	65 000 000	65 000 000	100	65 000 000	65 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	310 000 000	0	105 000 000	0	415 000 000	262 965 500	152 034 500	82 965 500	20	71 470 090	71 470 090	17	71 470 090	71 470 090	0
37 - Ministère du Travail, du dialogue	960 790 000	0	25 500 000	35 000 000	1 021 290 000	832 197 954	189 092 046	830 198 562	81	757 187 738	747 319 888	73	738 256 134	717 955 646	20 300 488
Dépenses de fonctionnement	245 870 000	0	0	0	245 870 000	231 478 118	14 391 882	229 478 726	93	206 975 591	202 248 511	82	196 654 193	193 167 393	3 486 800
Transferts courants	269 920 000	0	15 000 000	0	284 920 000	284 920 000	0	284 920 000	100	284 920 000	284 920 000	100	284 920 000	284 920 000	0
Investissements exécutés par l'état	445 000 000	0	10 500 000	0	455 500 000	280 799 836	174 700 164	280 799 836	62	230 292 147	225 151 377	49	221 681 941	204 868 253	16 813 688

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

09-2015

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Transfert en capital	0	0	0	35 000 000	35 000 000	35 000 000	0	35 000 000	100	35 000 000	35 000 000	100	35 000 000	35 000 000	0
38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la	774 000 000	0	360 000 000	0	1 134 000 000	749 404 716	384 595 284	678 154 716	60	646 205 037	646 205 037	57	636 805 337	636 805 337	0
Dépenses de fonctionnement	260 000 000	0	360 000 000	0	620 000 000	443 010 757	176 989 243	371 760 757	60	352 763 878	352 763 878	57	351 764 178	351 764 178	0
Investissements exécutés par l'état	514 000 000	0	0	0	514 000 000	306 393 959	207 606 041	306 393 959	60	293 441 159	293 441 159	57	285 041 159	285 041 159	0
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6 715 446 000	0	936 024 750	0	7 651 470 750	4 276 097 248	3 375 373 502	4 275 080 775	56	4 109 072 578	4 074 154 931	53	4 039 419 624	3 966 125 124	73 294 500
Dépenses de fonctionnement	556 999 000	0	0	0	556 999 000	465 330 628	91 668 372	464 704 128	83	394 265 437	388 873 295	70	378 144 304	363 581 366	14 562 938
Transferts courants	183 447 000	0	426 024 750	0	609 471 750	463 801 500	145 670 250	463 801 500	76	463 801 500	463 551 500	76	462 581 500	462 581 500	0
Investissements exécutés par l'état	1 304 000 000	0	0	0	1 304 000 000	945 057 772	358 942 228	944 667 799	72	924 668 274	895 392 769	69	895 317 169	859 181 569	36 135 600
Transfert en capital	3 721 000 000	0	510 000 000	0	4 231 000 000	1 817 000 000	2 414 000 000	1 817 000 000	43	1 817 000 000	1 817 000 000	43	1 817 000 000	1 817 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	0	0	0	950 000 000	584 907 348	365 092 652	584 907 348	62	509 337 367	509 337 367	54	486 376 651	463 780 689	22 595 962
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	87 561 231 000	0	175 000 000	2 500 000 000	90 236 231 000	42 356 061 407	47 880 169 593	42 323 561 407	47	42 263 440 605	42 263 440 605	47	42 241 039 848	42 237 879 068	3 160 780
Dépenses de fonctionnement	290 231 000	0	0	0	290 231 000	226 789 768	63 441 232	219 289 768	76	195 466 963	195 466 963	67	176 051 488	172 890 708	3 160 780
Transferts courants	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 166 000 000	0	25 000 000	0	1 191 000 000	346 394 273	844 605 727	321 394 273	27	285 096 276	285 096 276	24	282 110 994	282 110 994	0
Transfert en capital	85 855 000 000	0	150 000 000	2 500 000 000	88 505 000 000	41 532 877 366	46 972 122 634	41 532 877 366	47	41 532 877 366	41 532 877 366	47	41 532 877 366	41 532 877 366	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	70 516 879 000	0	30 595 000	0	70 547 474 000	59 246 309 714	11 301 164 286	59 181 530 194	84	58 638 879 221	58 385 748 630	83	58 336 047 345	56 343 635 590	1 992 411 785
Dépenses de fonctionnement	1 089 753 000	0	15 000 000	0	1 104 753 000	847 833 919	256 919 081	847 053 919	77	783 273 254	752 812 435	68	721 207 858	681 739 119	39 468 739
Transferts courants	20 607 126 000	0	0	0	20 607 126 000	16 826 909 871	3 780 216 129	16 826 909 871	82	16 826 909 871	16 826 909 871	82	16 826 909 871	16 198 212 377	628 697 494
Investissements exécutés par l'état	2 785 000 000	0	15 595 000	0	2 800 595 000	1 167 499 969	1 633 095 031	1 103 500 449	39	624 630 141	601 960 369	21	583 863 661	583 557 655	306 006
Transfert en capital	46 035 000 000	0	0	0	46 035 000 000	40 404 065 955	5 630 934 045	40 404 065 955	88	40 404 065 955	40 204 065 955	87	40 204 065 955	38 880 126 439	1 323 939 516

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

09-2015

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	143 198 383 000	0	11 285 076 811	7 923 045 268	162 406 505 079	61 907 005 611	100 499 499 468	61 618 356 107	38	58 291 846 376	58 250 152 432	36	58 029 869 561	49 805 168 541	8 224 701 020
Dépenses de fonctionnement	10 528 903 000	0	1 291 173 406	0	11 820 076 406	8 682 187 465	3 137 888 941	8 487 521 145	72	6 573 990 267	6 542 953 905	55	6 348 638 710	5 675 725 763	672 912 947
Transferts courants	5 228 880 000	0	360 612 202	0	5 589 492 202	4 593 615 000	995 877 202	4 593 615 000	82	4 593 615 000	4 593 615 000	82	4 593 615 000	4 593 615 000	0
Investissements executés par l'état	17 045 600 000	0	471 854 290	580 000 000	18 097 454 290	12 618 781 559	5 478 672 731	12 524 798 375	69	11 111 819 522	11 101 161 940	61	11 075 194 264	9 751 406 191	1 323 788 073
Transfert en capital	19 945 000 000	0	9 161 436 913	7 343 045 268	36 449 482 181	27 868 716 924	8 580 765 257	27 868 716 924	76	27 868 716 924	27 868 716 924	76	27 868 716 924	25 778 216 924	2 090 500 000
Comptes Spéciaux du Trésor	90 450 000 000	0	0	0	90 450 000 000	8 143 704 663	82 306 295 337	8 143 704 663	9	8 143 704 663	8 143 704 663	9	8 143 704 663	4 006 204 663	4 137 500 000
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies	32 949 465 000	0	0	0	32 949 465 000	19 657 736 482	13 291 728 518	19 655 896 272	60	19 613 602 337	19 613 602 337	60	19 600 787 794	19 600 787 794	0
Dépenses de fonctionnement	876 784 000	0	0	0	876 784 000	683 220 288	193 563 712	681 380 078	78	653 763 080	653 763 080	75	640 948 537	640 948 537	0
Transferts courants	7 572 681 000	0	0	0	7 572 681 000	4 333 834 449	3 238 846 551	4 333 834 449	57	4 333 834 449	4 333 834 449	57	4 333 834 449	4 333 834 449	0
Investissements executés par l'état	7 130 205 000	0	0	0	7 130 205 000	23 886 745	7 106 318 255	23 886 745	0	9 209 808	9 209 808	0	9 209 808	9 209 808	0
Transfert en capital	17 369 795 000	0	0	0	17 369 795 000	14 616 795 000	2 753 000 000	14 616 795 000	84	14 616 795 000	14 616 795 000	84	14 616 795 000	14 616 795 000	0
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la	6 887 946 000	0	329 154 100	2 000 000 000	9 217 100 100	8 355 559 637	861 540 463	8 355 374 987	91	8 278 422 981	8 275 745 764	90	8 202 259 100	6 441 510 392	1 760 748 708
Dépenses de fonctionnement	275 464 000	0	0	0	275 464 000	254 856 110	20 607 890	254 671 460	92	227 771 304	227 546 304	83	224 496 850	213 748 142	10 748 708
Transferts courants	1 480 482 000	0	279 154 100	0	1 759 636 100	1 454 702 000	304 934 100	1 454 702 000	83	1 454 702 000	1 454 702 000	83	1 389 925 250	1 389 925 250	0
Investissements executés par l'état	376 000 000	0	0	0	376 000 000	109 418 194	266 581 806	109 418 194	29	59 366 344	56 914 127	15	51 253 667	51 253 667	0
Transfert en capital	4 756 000 000	0	50 000 000	2 000 000 000	6 806 000 000	6 536 583 333	269 416 667	6 536 583 333	96	6 536 583 333	6 536 583 333	96	6 536 583 333	4 786 583 333	1 750 000 000
46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	28 378 821 000	0	298 000 000	0	28 676 821 000	13 666 913 221	15 009 907 779	13 657 375 221	48	13 507 762 612	13 507 762 612	47	13 469 188 120	13 465 751 990	3 436 130
Dépenses de fonctionnement	373 321 000	0	0	0	373 321 000	343 423 726	29 897 274	333 885 726	89	294 005 280	294 005 280	79	280 127 008	276 690 878	3 436 130
Transferts courants	129 000 000	0	0	0	129 000 000	115 000 000	14 000 000	115 000 000	89	115 000 000	115 000 000	89	115 000 000	115 000 000	0
Investissements executés par l'état	10 393 500 000	0	58 000 000	0	10 451 500 000	200 489 495	10 251 010 505	200 489 495	2	90 757 332	90 757 332	1	66 061 112	66 061 112	0
Transfert en capital	17 483 000 000	0	240 000 000	0	17 723 000 000	13 008 000 000	4 715 000 000	13 008 000 000	73	13 008 000 000	13 008 000 000	73	13 008 000 000	13 008 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

09-2015

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines	21 247 588 000	0	70 000 000	0	21 317 588 000	15 913 142 219	5 404 445 781	15 913 142 219	75	15 754 482 924	15 754 482 924	74	15 737 669 813	15 688 734 740	48 935 073
Dépenses de fonctionnement	202 843 000	0	0	0	202 843 000	193 149 809	9 693 191	193 149 809	95	187 511 407	187 511 407	92	183 921 207	179 573 398	4 347 809
Transferts courants	1 226 745 000	0	30 000 000	0	1 256 745 000	976 616 250	280 128 750	976 616 250	78	976 616 250	976 616 250	78	976 616 250	976 616 250	0
Investissements executés par l'état	1 358 000 000	0	40 000 000	0	1 398 000 000	825 876 160	572 123 840	825 876 160	59	672 855 267	672 855 267	48	659 632 356	615 045 092	44 587 264
Transfert en capital	18 460 000 000	0	0	0	18 460 000 000	13 917 500 000	4 542 500 000	13 917 500 000	75	13 917 500 000	13 917 500 000	75	13 917 500 000	13 917 500 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	19 082 099 000	0	2 800 000 000	1 000 000 000	22 882 099 000	13 381 171 943	9 500 927 057	13 269 767 943	58	13 221 936 171	13 204 694 601	58	13 149 893 223	13 146 505 615	3 387 608
Dépenses de fonctionnement	266 099 000	0	250 000 000	0	516 099 000	486 891 351	29 207 649	375 837 351	73	328 005 579	310 764 009	60	255 962 631	252 594 931	3 367 700
Transferts courants	986 000 000	0	1 050 000 000	0	2 036 000 000	1 491 750 000	544 250 000	1 491 750 000	73	1 491 750 000	1 491 750 000	73	1 491 750 000	1 491 750 000	0
Investissements executés par l'état	80 000 000	0	0	0	80 000 000	52 530 592	27 469 408	52 180 592	65	52 180 592	52 180 592	65	52 180 592	52 160 684	19 908
Transfert en capital	17 750 000 000	0	1 500 000 000	1 000 000 000	20 250 000 000	11 350 000 000	8 900 000 000	11 350 000 000	56	11 350 000 000	11 350 000 000	56	11 350 000 000	11 350 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	140 860 602 000	0	1 354 738 248	1 200 000 000	143 415 340 248	102 080 014 784	41 335 325 464	101 922 732 338	71	84 220 602 939	84 115 822 348	59	79 886 111 397	75 273 226 944	4 612 884 453
Dépenses de fonctionnement	115 884 697 000	0	1 154 738 248	0	117 039 435 248	83 281 122 637	33 758 312 611	83 125 202 691	71	70 335 050 778	70 280 291 403	60	66 698 483 587	62 900 382 947	3 798 100 640
Transferts courants	5 009 905 000	0	200 000 000	0	5 209 905 000	5 070 530 690	139 374 310	5 070 530 690	97	5 070 530 690	5 070 530 690	97	5 070 530 690	5 070 530 690	0
Investissements executés par l'état	16 935 000 000	0	0	0	16 935 000 000	9 952 611 457	6 982 388 543	9 951 248 957	59	5 039 271 471	4 989 250 255	29	4 341 347 120	3 526 563 307	814 783 813
Transfert en capital	3 031 000 000	0	0	1 200 000 000	4 231 000 000	3 775 750 000	455 250 000	3 775 750 000	89	3 775 750 000	3 775 750 000	89	3 775 750 000	3 775 750 000	0
52 - Ministère des Sports	4 838 052 000	0	2 460 400 000	0	7 298 452 000	5 395 261 500	1 903 190 500	4 509 662 901	62	4 050 111 140	4 049 017 605	55	3 983 161 205	3 975 950 044	7 211 161
Dépenses de fonctionnement	1 587 777 000	0	1 782 000 000	0	3 369 777 000	3 211 781 786	157 995 214	2 326 183 187	69	2 242 084 173	2 240 990 638	67	2 184 404 949	2 177 193 788	7 211 161
Transferts courants	500 275 000	0	678 400 000	0	1 178 675 000	925 261 611	253 413 389	925 261 611	79	925 261 611	925 261 611	79	925 261 611	925 261 611	0
Investissements executés par l'état	2 250 000 000	0	0	0	2 250 000 000	1 258 218 103	991 781 897	1 258 218 103	56	882 765 356	882 765 356	39	873 494 645	873 494 645	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****09-2015**

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
53 - Ministère de la Culture et de la Communication	10 478 644 000	0	1 709 551 410	358 000 000	12 546 195 410	10 750 584 447	1 795 610 963	10 748 722 096	86	10 554 394 917	10 554 273 917	84	10 505 812 207	10 445 784 000	60 028 207
Dépenses de fonctionnement	346 868 000	0	70 000 000	0	416 868 000	324 497 771	92 370 229	322 635 420	77	284 892 241	284 771 241	68	269 580 457	261 552 250	8 028 207
Transferts courants	6 143 776 000	0	1 639 551 410	0	7 783 327 410	7 261 519 410	521 808 000	7 261 519 410	93	7 261 519 410	7 261 519 410	93	7 261 519 410	7 209 519 410	52 000 000
Investissements exécutés par l'état	580 000 000	0	0	0	580 000 000	206 567 266	373 432 734	206 567 266	36	49 983 266	49 983 266	9	16 712 340	16 712 340	0
Transfert en capital	3 408 000 000	0	0	358 000 000	3 766 000 000	2 958 000 000	808 000 000	2 958 000 000	79	2 958 000 000	2 958 000 000	79	2 958 000 000	2 958 000 000	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	69 413 842 000	0	669 000 000	2 440 776 664	72 523 618 664	44 669 250 743	27 854 367 921	44 547 031 663	61	39 118 027 066	39 108 258 487	54	38 970 980 781	37 176 085 801	1 794 894 980
Dépenses de fonctionnement	7 515 597 000	0	0	0	7 515 597 000	6 129 679 100	1 385 917 900	6 012 460 020	80	4 915 785 211	4 903 612 684	65	4 772 658 978	4 625 550 134	147 108 844
Transferts courants	34 123 245 000	0	0	0	34 123 245 000	22 117 299 601	12 005 945 399	22 117 299 601	65	22 117 299 601	22 117 299 601	65	22 117 299 601	21 384 549 601	732 750 000
Investissements exécutés par l'état	17 581 000 000	0	534 000 000	2 185 776 664	20 300 776 664	9 527 772 045	10 773 004 619	9 522 772 045	47	5 190 442 257	5 192 846 205	26	5 186 522 205	4 271 486 069	915 036 136
Transfert en capital	10 194 000 000	0	135 000 000	255 000 000	10 584 000 000	6 894 499 997	3 689 500 003	6 894 499 997	65	6 894 499 997	6 894 499 997	65	6 894 499 997	6 894 499 997	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction	6 061 109 000	0	650 000 000	0	6 711 109 000	5 817 633 005	893 475 995	5 478 038 876	82	5 400 848 636	5 400 548 636	80	5 374 229 691	5 354 253 531	19 976 160
Dépenses de fonctionnement	561 209 000	0	100 000 000	0	661 209 000	548 161 546	113 047 454	304 133 536	46	231 443 296	231 143 296	35	209 178 793	197 201 857	11 976 936
Transferts courants	1 499 900 000	0	0	0	1 499 900 000	1 163 410 000	336 490 000	1 163 410 000	78	1 163 410 000	1 163 410 000	78	1 163 410 000	1 163 410 000	0
Investissements exécutés par l'état	570 000 000	0	0	0	570 000 000	466 061 459	103 938 541	370 495 340	65	365 995 340	365 995 340	64	361 640 898	353 641 674	7 999 224
Transfert en capital	3 430 000 000	0	550 000 000	0	3 980 000 000	3 640 000 000	340 000 000	3 640 000 000	91	3 640 000 000	3 640 000 000	91	3 640 000 000	3 640 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 616 521 000	0	-906 024 750	40 000 000	10 750 496 250	8 512 925 606	2 237 570 644	8 438 564 284	78	7 254 447 869	7 254 055 649	67	7 131 452 454	7 032 224 149	99 228 305
Dépenses de fonctionnement	3 315 231 000	0	0	0	3 315 231 000	2 858 970 603	456 260 397	2 836 090 747	86	2 521 805 568	2 521 413 348	76	2 429 019 822	2 344 343 981	84 675 841
Transferts courants	1 101 290 000	0	-426 024 750	0	675 265 250	555 701 000	119 564 250	555 701 000	82	555 701 000	555 701 000	82	555 701 000	555 701 000	0
Investissements exécutés par l'état	5 183 000 000	0	0	0	5 183 000 000	3 824 754 003	1 358 245 997	3 773 272 537	73	2 903 441 301	2 903 441 301	56	2 873 231 632	2 858 679 168	14 552 464
Transfert en capital	2 017 000 000	0	-480 000 000	40 000 000	1 577 000 000	1 273 500 000	303 500 000	1 273 500 000	81	1 273 500 000	1 273 500 000	81	1 273 500 000	1 273 500 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2015****MOIS :****09-2015**

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	6 730 069 000	0	376 311 880	0	7 106 380 880	4 820 732 835	2 285 648 045	4 578 584 808	64	4 390 305 406	4 369 510 546	61	4 346 286 086	4 314 827 070	31 459 016
Dépenses de fonctionnement	563 575 000	0	0	0	563 575 000	487 819 289	75 755 711	480 610 193	85	436 026 747	430 477 697	76	423 614 830	415 613 100	8 001 730
Transferts courants	1 096 494 000	0	0	0	1 096 494 000	1 078 816 000	17 678 000	844 064 000	77	844 064 000	844 064 000	77	844 064 000	844 064 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 011 200 000	0	368 311 880	0	2 379 511 880	1 108 130 546	1 271 381 334	1 107 943 615	47	964 247 659	949 001 849	40	932 640 256	909 182 970	23 457 286
Transfert en capital	3 058 800 000	0	8 000 000	0	3 066 800 000	2 145 967 000	920 833 000	2 145 967 000	70	2 145 967 000	2 145 967 000	70	2 145 967 000	2 145 967 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	18 824 850 000	0	590 502 620	1 018 434 379	20 433 786 999	12 327 686 856	8 106 100 143	12 322 756 936	60	11 752 430 733	11 743 591 564	57	11 574 110 039	11 357 532 133	216 577 906
Dépenses de fonctionnement	7 381 165 000	0	0	0	7 381 165 000	5 521 581 082	1 859 583 918	5 516 651 162	75	5 274 039 763	5 265 200 594	71	5 126 028 507	4 909 450 601	216 577 906
Transferts courants	1 864 685 000	0	135 000 000	0	1 999 685 000	1 799 846 000	199 839 000	1 799 846 000	90	1 799 846 000	1 799 846 000	90	1 799 846 000	1 799 846 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 199 000 000	0	395 502 620	0	4 594 502 620	780 594 630	3 813 907 990	780 594 630	17	452 879 826	452 879 826	10	422 570 388	422 570 388	0
Transfert en capital	5 380 000 000	0	60 000 000	1 018 434 379	6 458 434 379	4 225 665 144	2 232 769 235	4 225 665 144	65	4 225 665 144	4 225 665 144	65	4 225 665 144	4 225 665 144	0
60 - Charges non Réparties	253 228 369 000	0	-65 769 332 776	0	187 459 036 224	122 213 447 886	65 245 588 338	122 143 408 288	65	119 060 705 965	119 060 705 965	64	119 031 926 780	114 494 285 052	4 537 641 728
Dépenses de fonctionnement	133 643 157 000	0	-27 189 019 667	0	106 454 137 333	76 473 924 001	29 980 213 332	76 403 884 403	72	73 321 182 080	73 321 182 080	69	73 292 402 895	70 235 129 350	3 057 273 545
Transferts courants	91 585 212 000	0	-13 546 821 538	0	78 038 390 462	45 739 523 885	32 298 866 577	45 739 523 885	59	45 739 523 885	45 739 523 885	59	45 739 523 885	44 259 155 702	1 480 368 183
Investissements exécutés par l'état	28 000 000 000	0	-25 033 491 571	0	2 966 508 429	0	2 966 508 429	0	0	0	0	0	0	0	0
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6 688 811 000	0	275 000 000	250 000 000	7 213 811 000	6 076 623 503	1 137 187 497	6 053 896 998	84	4 893 544 949	4 885 104 529	68	4 841 964 910	4 829 554 177	12 410 733
Dépenses de fonctionnement	909 215 000	0	0	0	909 215 000	859 952 155	49 262 845	850 537 465	94	310 767 396	310 767 396	34	299 451 186	289 694 021	9 757 165
Transferts courants	279 596 000	0	0	0	279 596 000	279 596 000	0	279 596 000	100	279 596 000	279 596 000	100	279 596 000	279 596 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 086 000 000	0	25 000 000	250 000 000	2 361 000 000	1 398 075 348	962 924 652	1 384 763 533	59	764 181 553	755 741 133	32	723 917 724	721 264 156	2 653 568
Transfert en capital	3 414 000 000	0	250 000 000	0	3 664 000 000	3 539 000 000	125 000 000	3 539 000 000	97	3 539 000 000	3 539 000 000	97	3 539 000 000	3 539 000 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications	702 096 000	0	0	0	702 096 000	566 884 047	135 211 953	566 884 047	81	394 887 744	385 884 344	55	370 944 979	369 244 979	1 700 000
Dépenses de fonctionnement	191 096 000	0	0	0	191 096 000	175 584 233	15 511 767	175 584 233	92	170 301 801	170 301 801	89	160 361 801	158 661 801	1 700 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

09-2015

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (9=(8/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(15=13-14)
Investissements exécutés par l'état	511 000 000	0	0	0	511 000 000	391 299 814	119 700 186	391 299 814	77	224 585 943	215 582 543	42	210 583 178	210 583 178	0
65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de	42 372 973 000	0	400 000 000	8 320 000 000	51 092 973 000	46 517 130 056	4 575 842 944	46 517 130 056	91	46 431 274 587	46 431 037 107	91	42 910 517 554	42 903 857 105	6 660 449
Dépenses de fonctionnement	259 402 000	0	0	0	259 402 000	226 867 469	32 534 531	226 867 469	87	213 179 184	212 941 704	82	201 419 401	196 185 167	5 234 234
Transferts courants	20 613 571 000	0	200 000 000	0	20 813 571 000	20 663 571 000	150 000 000	20 663 571 000	99	20 663 571 000	20 663 571 000	99	20 663 571 000	20 663 571 000	0
Investissements exécutés par l'état	446 000 000	0	150 000 000	0	596 000 000	282 691 587	313 308 413	282 691 587	47	210 524 403	210 524 403	35	201 527 153	200 100 938	1 426 215
Transfert en capital	21 054 000 000	0	50 000 000	8 320 000 000	29 424 000 000	25 344 000 000	4 080 000 000	25 344 000 000	86	25 344 000 000	25 344 000 000	86	21 844 000 000	21 844 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	28 555 803 000	0	580 000 000	0	29 135 803 000	19 193 348 532	9 942 454 468	19 107 098 532	66	17 053 339 479	17 043 269 095	58	15 970 685 915	15 698 351 501	272 334 414
Dépenses de fonctionnement	238 981 000	0	0	0	238 981 000	204 099 685	34 881 315	202 349 685	85	191 255 282	191 255 282	80	182 923 004	178 623 284	4 299 720
Transferts courants	703 822 000	0	220 000 000	0	923 822 000	855 822 000	68 000 000	855 822 000	93	855 822 000	855 822 000	93	855 822 000	855 822 000	0
Investissements exécutés par l'état	8 300 000 000	0	60 000 000	0	8 360 000 000	3 831 102 514	4 528 897 486	3 746 602 514	45	1 703 937 864	1 693 867 480	20	887 948 578	619 913 884	268 034 694
Transfert en capital	19 313 000 000	0	300 000 000	0	19 613 000 000	14 302 324 333	5 310 675 667	14 302 324 333	73	14 302 324 333	14 302 324 333	73	14 043 992 333	14 043 992 333	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	116 425 430 000	0	880 000 000	1 885 000 000	119 190 430 000	103 771 007 450	15 419 422 550	103 370 007 450	87	100 551 654 884	100 462 972 936	84	100 229 349 953	99 454 238 960	775 110 993
Dépenses de fonctionnement	2 599 972 000	0	0	0	2 599 972 000	1 574 308 807	1 025 663 193	1 263 308 807	49	473 786 523	473 086 145	18	434 620 082	434 470 082	150 000
Transferts courants	93 255 458 000	0	880 000 000	0	94 135 458 000	89 752 866 749	4 382 591 251	89 662 866 749	95	89 662 866 749	89 662 866 749	95	89 662 866 749	89 199 366 749	463 500 000
Investissements exécutés par l'état	12 415 000 000	0	0	0	12 415 000 000	2 993 831 894	9 421 168 106	2 993 831 894	24	965 001 612	877 020 042	7	681 863 122	370 402 129	311 460 993
Transfert en capital	8 155 000 000	0	0	1 885 000 000	10 040 000 000	9 450 000 000	590 000 000	9 450 000 000	94	9 450 000 000	9 450 000 000	94	9 450 000 000	9 450 000 000	0
82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et	15 127 048 000	0	689 005 000	0	15 816 053 000	10 525 975 410	5 290 077 590	10 520 975 410	67	10 506 528 198	10 501 238 014	66	10 501 238 014	10 501 238 014	0
Dépenses de fonctionnement	139 970 000	0	0	0	139 970 000	128 866 910	11 103 090	123 866 910	88	109 419 698	104 129 514	74	104 129 514	104 129 514	0
Transferts courants	4 987 078 000	0	482 005 000	0	5 469 083 000	4 147 108 500	1 321 974 500	4 147 108 500	76	4 147 108 500	4 147 108 500	76	4 147 108 500	4 147 108 500	0
Transfert en capital	10 000 000 000	0	207 000 000	0	10 207 000 000	6 250 000 000	3 957 000 000	6 250 000 000	61	6 250 000 000	6 250 000 000	61	6 250 000 000	6 250 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION : 2015

MOIS : 09-2015

à la date du 30/09/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Report de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (9= (8/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (15=13-14)
Totaux (1)		1 356 022 000 000	0	0	32 934 904 498	1 388 956 904 498	945 577 510 355	443 379 394 143	937 950 504 360	68	869 030 055 217	868 073 450 168	62	856 637 986 104	826 030 053 742	30 607 932 362

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises